

# LES FEMMES CONTESTENT L'AJUSTEMENT EN AFRIQUE

RAPPORT DU RÉSEAU  
DES AFRICAINES SUR LA POLITIQUE  
ECONOMIQUE

Juillet 1996

Publié conjointement par

*AWEPON*

THE  
DEVELOPMENT  
GAP

# TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS . . . . .	iii
L'HISTOIRE DES FEMMES: UN POÈME D'AGNES CHEPKWONY ABUOM . . . . .	iv
I. INTRODUCTION . . . . .	1
II. LA VÉRITABLE HISTOIRE DES P.A.S. EN AFRIQUE: NATURE DU DÉFI IMPOSÉ AUX FEMMES . . . . .	2
Impact des PAS . . . . .	2
Dévaluation . . . . .	4
Réforme agraire . . . . .	5
Libéralisation des échanges et du marché . . . . .	7
Contrôle des salaires et déréglementation du marché du travail . . . . .	8
Privatisation et compression d'effectifs . . . . .	9
Réductions des dépenses de santé . . . . .	9
Budgets de l'éducation en déclin . . . . .	11
Usure des femmes: Impact cumulatif des PAS . . . . .	12
III. LES FEMMES PRENNENT LES CHOSES EN MAIN: GENESE D'AWEPON ET VOIE JUSQU'À DAKAR . . . . .	12
Début d'AWEPON . . . . .	13
Dakar et la deuxième réunion du Réseau des Africaines sur la politique économique . . . . .	15
Elargissement du cercle . . . . .	15
Expérience et analyse des PAS par les femmes . . . . .	18
Actions recommandations proposées . . . . .	21
IV. PREPARER AWEPON A RELEVER LE DEFI: UN PROGRAMME D'ACTION . . . . .	22
Activités d'AWEPON: De novembre 1994 à février 1996 . . . . .	22
Donner à AWEPON une assise solide . . . . .	25
Travaux futurs d'AWEPON . . . . .	28
NOTES . . . . .	29
LA FEMME D'AFRIQUE: POEME DE GRACE ENEME . . . . .	31
ANNEXE I: MEMBRES D'AWEPON . . . . .	32
ANNEXE II: PROFILS CHOISIS DE MEMBRES D'AWEPON . . . . .	34

ENCÂDRES

NIGERIA MINÉ.....	5	JEU DE ROLES.....	17
GHANA MINÉ.....	6	EVALUATION DE L'ATELIER....	18
ZIMBABWE MINÉ, 1990-96.....	10	BEIJING, LA BANQUE MONDIALE	
PLUS SUR LE ZIMBABWE.....	11	ET LES AFRICAINES.....	
RUDIMENTS D'ECONOMIE.....	14	LA FEMME D'AFRIQUE: POEME DE	
		GRACE ENEME.....	25

## REMERCIEMENTS

C'est animés par un sens profond de gratitude que les membres d'AWEPON reconnaissent le soutien et la confiance que lui ont prodigués un éventail d'organisations, notamment le Conseil national des Eglises du Kenya (NCCCK), la Coalition Interéglises sur l'Afrique du Canada, le Conseil des Eglises de Zimbabwe (ZCC) et l'APROFES au Sénégal. Notre association souhaite tout particulièrement remercier le Development GAP et Oxfam America, qui sont tous deux aux côtés d'AWEPON depuis 1993, date de ses débuts, et ses représentants respectifs, Lisa McGowan ainsi que Mark Rand et Emira Woods.

Nous sommes également profondément touchés du soutien financier que nous ont offert les groupes suivants, lesquels ont permis à des femmes à travers l'Afrique de nouer des liens entre elles et avec diverses organisations internationales:

Oxfam America  
Canadian International Development Agency (CIDA)  
The United Methodist Committee on Relief  
The World Council of Churches  
The McKnight Foundation  
The Coca Cola Foundation

Le présent rapport est le résultat du travail et l'émanation d'idées contribués par tous les membres d'AWEPON. Nous voulons saluer le concours significatif des personnes suivantes:

Lisa McGowan  
Julia Mulaha  
Susie Ibutu  
Alice Abok  
Hellen Wangusa  
Alice Wainaina

Merci également aux personnes qui ont saisi ce rapport sur ordinateur: Rebecca Suchi de NCCCK; Janet Moyo de ZCC ainsi que Kathleen Sugar et Cynthia Power du Development GAP, qui se sont chargées de la mise en page et de la version finale du présent rapport.

Enfin, nous sommes profondément attristés d'avoir perdu Betty Wakana du Conseil National des Eglises du Burundi. Betty était l'un des membres fondateurs d'AWEPON qui nous manquera cruellement.

## L'HISTOIRE DES FEMMES

*L'histoire des femmes et de la justice économique,  
c'est une histoire de vie et de mort*

*Une histoire d'angoisses sans fin  
Une histoire de gérer l'ingérable  
Une histoire d'heures de labeur innombrables  
Une histoire de nuits sans sommeil*

*Une histoire de dénuement, de misère noire et d'abandon  
Une histoire d'entendre parler de mesures  
qui dictent nos vies mais à l'éboration desquelles  
nous ne participons pas*

*Une histoire des sans voix et des sans pouvoirs  
Une histoire d'épreuves et de tentations  
Une histoire de personnalité et de dignité perdues  
Une histoire de survie derrière la ligne de front  
Lorsque femmes et enfants fuient les bombardements*

*Une histoire de violence structurelle, affective et physique  
Une histoire de combat et d'humiliation  
Une histoire de rêves et de projets qui n'ont pas vu le jour  
Une histoire d'espoir*

*Une histoire de combat et de résistance  
Une histoire d'émancipation vis-à-vis des structures d'exploitation  
Une histoire d'innovation et de créativité  
Une histoire de nouveaux horizons pour survivre*

*Une histoire d'héroïnes marchant  
vers un avenir fait d'options nouvelles pour  
que l'humanité survive.*

*Poème d'Agnes Chepkwony Abuom*

## I. INTRODUCTION

D'un bout à l'autre du continent africain, les femmes sont l'épine dorsale de l'économie nationale. Ce sont elles qui produisent et préparent pratiquement toute la nourriture de la famille. Elles jouent aussi un rôle déterminant dans la culture, l'entretien et la récolte des cultures de rapport. Les femmes assurent également la majorité des travaux d'entretien du ménage, comme ramener du bois, de l'eau, faire les repas et le ménage. Ce sont elles qui s'occupent avant tout des enfants, de la santé de la famille et du commerce. Malheureusement, la contribution des femmes restent ignorée pour la plupart et leurs besoins sont rarement satisfaits.

La politique économique en Afrique, comme dans la plupart des autres régions du monde, est arrêtée sans demander l'avis de la majorité des personnes qu'elle touche. C'est pourquoi elle ne répond ni aux besoins, ni aux priorités des populations affectées. Les femmes, en particulier, ont été exclues de la prise de décisions économiques.

Un des plus grands défis que doivent relever les femmes africaines aujourd'hui est l'impact des programmes d'ajustement structurel (PAS) sur chaque facette de leurs vies, programmes financés par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Les PAS qui ont entraîné une dévaluation de la monnaie, une montée des taux d'intérêt, une contraction de la masse monétaire, une réduction des dépenses publiques, un recul des quotas imposés à l'exportation, la privatisation et la promotion des exportations ont accru les responsabilités des femmes tout en réduisant leurs possibilités d'accéder et de contrôler les ressources. A ce jour, l'exclusion quasi-totale des femmes des cercles internationaux de décision économique ne leur donne pas la capacité d'arrêter ou de réformer ces mesures destructives.

Cet état de choses inquiète grandement les associations de femmes à travers l'Afrique. Elles sont donc nombreuses à se mobiliser pour contester contre l'exclusion des femmes des processus de décision et pour les aider à mieux comprendre et façonner les mesures économiques qui influent sur leurs vies. Certaines associations emploient des techniques pédagogiques fondées sur la participation et sur des modèles d'éducation pour adultes pour mieux expliquer aux femmes les répercussions des crises économiques mondiales sur leurs vies, analyser de quelle manière elles participent à l'économie locale et mondiale, s'organiser pour subvenir à leurs besoins aujourd'hui et les amener à étudier d'autres programmes économiques répondant mieux à leurs priorités et besoins particuliers. D'autres groupes rapprochent militants et chercheurs pour faciliter l'analyse conjointe des effets des PAS sur les femmes, en recueillant et en étudiant des informations dans le but de mobiliser les femmes pour agir. D'autres encore ont établi des groupes de travail à l'échelle locale pour faire pression sur les fonctionnaires et associer de vastes secteurs de la société civile à ce processus. Chacune de ces initiatives nourrit la compréhension mutuelle entre les femmes et fournit une tribune grandement nécessaire pour formuler les stratégies et mener les actions qui permettront d'intégrer les femmes dans le processus de prise de décisions économiques.

Le présent rapport est une compilation des stratégies de travail et d'action du Réseau des Femmes africaines pour la politique économique (African Women's Economic Policy Network ou AWEAPON), un réseau croissant d'associations et de programmes axés sur les femmes à travers le continent, qui établissent des liens les uns avec les autres et avec des partenaires internationaux dans le but de faire cesser les programmes d'ajustement structurel en Afrique et de formuler d'autres mesures économiques reflétant les besoins et les priorités des femmes. Vous trouverez résumés dans les paragraphes suivants les défis que les PAS posent aux femmes. Le chapitre 3 retrace la genèse et les premières activités d'AWEAPON. Le dernier chapitre du rapport explique la structure formelle et le plan d'action de ce réseau.

## II. LA VERITABLE HISTOIRE DES P.A.S EN AFRIQUE: NATURE DU DEFI IMPOSE AUX FEMMES

Il ne surprendra personne vivant en Afrique que, d'après les études, la pauvreté augmente à travers le continent et que les femmes, en particulier, sont en plus mauvaise posture aujourd'hui qu'il n'y a dix ans, époque où se généralisent les programmes d'ajustement structurel préconisés par le Fonds Monétaire International (FMI) et la Banque mondiale. Partout en Afrique, les PAS ont failli dans leur promesse d'augmenter les investissements et le taux d'épargne, de promouvoir les exportations, de réduire l'endettement, de créer des emplois, d'engendrer une croissance soutenue ou de rehausser les capacités productives des pauvres, dont la majorité sont des femmes. Pourtant, la Banque mondiale et le FMI persistent à affirmer que les PAS, axés sur la recherche d'une "stabilité macroéconomique", sont le meilleur outil pour sortir l'Afrique de sa crise économique et jeter les fondements du développement économique.

Bien des africaines voient les choses autrement. D'un bout à l'autre du continent, elles exigent que l'on mette un terme aux programmes d'ajustement structurel, que l'on repense les hypothèses fondamentales de la théorie économique néolibérale et que l'on refonde la politique économique pour répondre aux besoins et aux priorités des femmes. Elles réclament également un rôle dans la prise de décisions à l'échelle nationale et internationale, à la mesure de leur importance économique et sociale. Cette prise de position se nourrit de leurs expériences propres des PAS, de l'analyse personnelle de leur situation ainsi que de leurs idées et engagement en faveur du changement.

### Impact des PAS

Au titre des PAS, 36 pays de l'Afrique subsaharienne -- dont plus de la moitié des citoyens vit dans la pauvreté absolue -- ont été contraints de réduire la consommation nationale et de transférer de maigres ressources en vue de produire des cultures de rapport destinées à l'exposition. Afin de réduire les dépenses publiques, des sociétés d'Etat et bien des services assurés par ses soins ont été privatisés, les effectifs de la fonction publique ont fondus et les crédits affectés à la santé et à l'enseignement ont été réduits et restructurés. Les ressources des pays, dont crédits et services, ont été transférés vers le secteur des exportations, tandis que diminuaient taxes et réglementation de la production et des ventes destinées à l'étranger. Les monnaies ont été dévaluées en partie pour permettre aux acquéreurs d'acheter leurs biens à meilleur prix sur les marchés internationaux. Le rendement et la compétitivité étaient supposés augmenter en éliminant la protection des barrières tarifaires, les régies de produits de base et en ouvrant l'économie nationale aux marchés mondiaux.

La Banque mondiale, le FMI et les bailleurs de fonds bilatéraux ont imposé ce train de mesures à travers le continent pour permettre aux pays de rembourser leurs dettes, de trouver une assise financière solide et d'ouvrir résolument la voie à une relance de la croissance et faire reculer la pauvreté. De 1990 à 1993, le continent a bel et bien remboursé 13,4 milliards de dollars (des Etats-Unis) par an à ses crédettes étrangers -- soit plus que la totalité des crédits consacrés à la santé et à l'éducation<sup>1</sup> -- mais, le fardeau de la dette africaine ne cesse de croître. Ne serait-ce qu'en 1994, l'endettement s'est accru de 3,2% pour atteindre 32 milliards de dollars.<sup>2</sup>

---

Le présent chapitre est tiré d'un rapport du Development GAP rédigé par Lisa A. McGowan avec la contribution de membres d'AWEPON. Ce rapport intitulé "Le coût caché de l'ajustement: les femmes confrontées aux PAS en Afrique" a été préparé aux fins de discussion tant pour la 4ème Conférence mondiale sur les Femmes des Nations Unies que pour les réunions annuelles de la Banque mondiale et du FMI en 1995.

Entretemps, l'effet conjoint de ces programmes d'austérité et d'autres mesures d'ajustement a été de diminuer l'accès des femmes à un large éventail de moyens productifs et d'aides sociales. La paupérisation des Africaines s'est accompagnée d'une accentuation marquée de leurs responsabilités pour produire et assurer la survie de leur famille et collectivité. Dans les paragraphes suivants, nous expliquons la façon dont, et les raisons pour lesquelles les PAS ont si durement touché les femmes en analysant les répercussions de plusieurs mesures d'ajustement à l'échelle locale.

## **Dévaluation**

La dévaluation d'une monnaie renchérit le coût des produits importés, comme la nourriture, le carburant, les médicaments et les pièces détachés alors que le prix des marchandises produites localement diminue sur les marchés internationaux. Ce qui est supposé augmenter les exportations, réduire la consommation de produits importés, et par voie de conséquence, comprimer le déficit de la balance des paiements.

Toutefois, du point de vue des femmes qui se chargent d'acheter les produits essentiels au ménage, la dévaluation et l'inflation qui l'accompagne peuvent instantanément anéantir leur capacité à assurer la survie de la famille. En Zambie, la dévaluation et d'autres mesures associées aux PAS se sont combinées pour porter le prix d'une miche de pain de 12 kwacha en 1990 à 350 kwacha en 1993. En décrivant ce que représente pour elle une perte de pouvoir d'achat aussi rapide et massive, une femme d'une province de l'Est de l'Ouganda déclare: "L'Etat nous vole notre argent".

En janvier 1994, 14 pays de la zone CFA en AFrique ont dévalué leur monnaie de moitié, du jour au lendemain. Or, d'autres mesures d'ajustement ont comprimé les salaires dans ces pays, rognant durement le pouvoir d'achat local et sapant ainsi toute reprise potentielle de la production sur les marchés locaux. Un an après la dévaluation du franc CFA, des quotidiens sénégalais ont fait état d'un taux d'inflation supérieur à 60%, avec des pointes de 120 % pour certains biens d'usage courants, comme la nourriture et les médicaments. Dans la région de Kaolack, des femmes ont parlé de changements spectaculaires dans le régime alimentaire, les familles étant obligées de choisir entre réduire le budget alloué à la nourriture et les dépenses de santé, de scolarisation, de loyer ou de réparation du logement. Elles précisent que les prix sont si élevés que, souvent, elles n'ont pas les moyens d'acheter les produits de base même lorsqu'ils sont en vente.<sup>3</sup>

Les effets inflationnistes de la dévaluation ont affecté les capacités de production et de consommation des femmes. A titre indicatif, les rendements agricoles ont tendance à dépendre fortement de l'importation d'intrants, dont le prix augmente en cas de dévaluation. Agricultrices et autres petits producteurs ont rarement les moyens de payer ce surcoût. C'est une des raisons pour lesquelles les agricultrices sont souvent incapables de produire pour l'exportation, même lorsque les cours augmentent. Quand la dévaluation contribue à augmenter les exportations agricoles, c'est d'ordinaire dans des secteurs contrôlés par les hommes. Ce fut le cas au Mali et au Burkina Faso, pays où la dévaluation du CFA a fortement augmenté les ventes de bétail, un secteur dominé par les hommes, à destination d'autres pays de la région.<sup>4</sup>

L'inflation consécutive à la dévaluation a également eu un impact négatif sur les petits revendeurs, un secteur où les femmes sont très représentées dans bien des pays. Au Sénégal, des femmes ont déclaré que, dans le passé, elles parvenaient à vendre, en un jour, un sac de 50 kg de vêtements usagés coûtant 15 000 F CFA. Aujourd'hui, la même bale de vêtements coûte 75 000 C CFA et se vend en deux semaines.<sup>5</sup> Au Ghana, pour parler de l'impact de l'inflation, les marchandes disent simplement: "On n'achète plus."<sup>6</sup>



## Réforme agraire

Les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale sont conçus pour transférer des ressources vers les cultures d'exportation, qui sont généralement contrôlées par les hommes, et de lever ce que la Banque estime être les principaux obstacles à cette fin. Ces programmes ont, en commun, les éléments suivants: éliminer les contrôles de prix sur les produits agricoles ; abaisser ou éliminer les barrières tarifaires; démanteler les régimes de produits de base ; dévaluer la monnaie locale, ce qui, comme indiqué, abaisse le coût des marchandises d'un pays à l'étranger et modifier les lois d'un pays afin, surtout, d'attirer les investissements étrangers.

Aucune de ces mesures ne règle ce que bien des Africaines estiment être les principaux obstacles à la production et à la sécurité alimentaire du ménage: manque de crédits, de main d'oeuvre agricole, accès aléatoire à la terre et intrants agricoles à des prix inabornables. Les Africaines ont également recommandé l'établissement de stocks de nourriture au sein de la commune et du foyer, des études pour augmenter les rendements, la constitution de banques de graines pour les femmes et la protection des cultures vivrières locales par l'imposition de tarifs douaniers.

L'oubli n'est pas mince de la part de la Banque, puisque les femmes produisent plus de 70% de la nourriture en Afrique, consentent plus de 90% des heures travaillées à conditionner et à préparer les aliments et fournissent le plus gros de la main d'oeuvre agricole.

Etant donné, d'une part, que l'essentiel des denrées produites par les femmes est consommé au sein du foyer ou vendu sur les marchés locaux et, d'autre part, que les femmes ont rarement les moyens de cultiver d'autres produits, l'augmentation des prix à la production consécutive à la dévaluation ou un assouplissement des contrôles de prix ne suffisent pas à les inciter à produire davantage. En vérité, le fait que peu de ménages agricoles -- surtout chez les très pauvres et les foyers sans terre, au sein desquels les femmes sont surreprésentées -- sont autonomes sur le plan alimentaire d'une saison à l'autre et dépendent, de façon marquée, des achats de nourriture signifie que l'augmentation des prix peut bel et bien menacer la sécurité alimentaire des agricultrices et de leurs familles. Dans certains pays, ce sont jusqu'à 50% de ménages à faibles moyens qui sont concernés.<sup>7</sup>

## NIGERIA MINÉ

Depuis sa mise en place en 1986, le programme d'ajustement structurel s'est traduit par des épreuves indicibles pour les Nigériens, surtout pour la femme rurale. Elle désespère toujours davantage, elle s'aigrit parce que sa famille est pauvre, malade et affamée, privée totalement d'espoir. Ses enfants passent une partie croissante de chaque année scolaire à la maison, les enseignants luttant constamment pour se faire payer. L'analphabétisme touche 70% d'adultes, qui, pour la plupart, vivent à la campagne.

L'Etat fédéral a du mal à payer les salaires des fonctionnaires, à réparer les routes endommagées ou à garantir des soins médicaux pour tous. Vu que l'idée d'un régime alimentaire équilibré est une notion fantaisiste pour la femme et l'enfant rural, la malnutrition fait des progrès alarmants. Des maladies comme le ver de Guinée touchent tant de régions et causent le décès prématuré de trop de petits et d'adultes, simplement parce qu'ils manquent d'eau potable.

Au Centre de l'Education sur le Développement, ONG sans but lucratif établie à Engu au Nigéria, nous ne voulons plus observer nos femmes rurales sans rien faire. Nous avons décidé d'agir pour sauver ce qui reste de ces vies fortes qui nourrissent, en vérité, ces supposées élites des grandes villes. Nous avons engagé plusieurs programmes sur la santé, l'éducation, la nourriture et le logement qui ont transformé leurs vies. Nos experts agricoles ont fabriqué des machines très simples capables de produire nos plats de subsistance principaux en quelques minutes. Les femmes de la campagne se sont organisées en unités efficaces qui produisent les denrées alimentaires, soit s'occupent des animaux (pigeons, chèvres et lapins). Même au sein d'une économie minée, nos femmes rurales rehaussent les chances de survie en milieu rural, ce qu'aucun gouvernement ne saurait faire à leur place.

*de Mme Kechi Florence Okpara, D.E.C.  
Nigéria*

En éloignant des moyens aussi capitaux que le travail des femmes de la production vivrière et du soutien au foyer à destination des cultures de rapport, les mesures de la Banque mondiale contribuent à affaiblir les systèmes de production alimentaire des femmes déjà fragilisés par la dégradation de l'environnement, la guerre et la pauvreté. La production alimentaire par terre a reculé de près de 2% en moyenne par an dans les années 80 tandis que les importations de nourriture augmentaient.

### GHANA MINÉ

Les répercussions négatives des mesures d'ajustement structurel imposées en 1983 à l'économie ghanéenne ont été durement ressenties surtout chez les pauvres, les femmes et les enfants du pays. Afin d'amoinrir, dans un premier temps, l'impact préjudiciable des PAS sur ces segments de la population, l'Etat a institué en 1985 un programme d'action visant à réduire les coûts sociaux de l'ajustement (PAMSCAD). Toutefois, mis à part le fait que c'était reconnaître que le fardeau était disproportionnellement supporté par les pauvres, les femmes et les enfants, PAMSCAD resta largement ét sans effets.

Dans plusieurs domaines importants, le PAS au Ghana a continué à dégrader les conditions de vie des femmes. A l'issue de décisions prises principalement par les responsables de la Banque mondiale, du FMI et d'une petite minorité d'hommes, décideurs politiques et hauts fonctionnaires, l'on a arrêté des mesures préjudiciables aux femmes dans les domaines de la production agricole, de l'emploi, de la santé et de l'éducation. Un cours plus élevé pour le cacao, denrée d'exportation, a accru les revenus des producteurs de culture de rapport, qui sont avant tout des hommes. Mais, parallèlement, l'élimination des subventions accordées pour l'achat d'intrants essentiels a mis les moyens de production hors de portée des agricultrices, leurs cultures vivrières ne rapportant pas assez d'argent.

Le nombre de détenteurs d'emplois parmi les femmes, comme pour le reste de la population, a diminué par suite de la privatisation des sociétés d'Etat et de la restructuration de la fonction publique. Or, ce fait économique est doublement préjudiciable pour les femmes, qui dans leur rôle de gestionnaires du ménage se trouvent contraintes de faire des ajustements difficiles. L'aggravation du chômage a fait éclater l'unité familiale et encouragé les femmes à se prostituer pour se procurer des ressources, ce qui a accéléré l'expansion du SIDA.

L'imposition de contribution payantes pour les soins a réduit l'accès des hommes et des femmes à l'infrastructure de santé. La chute du nombre d'hospitalisations s'est traduite par une augmentation du travail féminin impayé, puisqu'elles doivent soigner les malades à la maison. En outre, le coût croissant d'un accouchement a incité les femmes à avoir leurs enfants chez elles, d'où un accroissement de la mortalité infantile. Pour 1993, les chiffres de l'UNICEF font état d'un taux de mortalité infantile de 1.000 pour 100.000, l'un des plus élevés en Afrique subsaharienne.

S'agissant de l'enseignement, l'introduction de frais scolaires et la stagnation des services ont fait reculer le nombre d'inscrits et amoindri la qualité de l'enseignement. Dans ce cas aussi, les fillettes semblent disproportionnellement touchées. Le taux d'abandon scolaire est plus élevé chez les filles et l'écart de formation avec les élèves de sexe masculin, surtout dans les plus grandes classes, continue de se creuser.

En résumé, l'imposition du PAS au Ghana a contribué à mettre les pauvres dans une situation extrêmement pénible et, au sein de ce groupe, a renforcé les inégalités entre les sexes tandis que les femmes assument une part disproportionnée de ce fardeau.

*de Edzodzinzam Tsikata, Réseau Tiers Monde - Afrique*

En Ouganda, les femmes nous apprennent que les incitations de l'Etat à produire des haricots pour

l'exportation les ont laissé sans cultures vivrières pour leurs familles. Au Kenya, les femmes disent planter du tabac -- une culture d'exportation -- jusqu'à leur seuil, et quand même manquer d'argent pour acheter de la nourriture. Des études ont montré que l'état nutritionnel des femmes et des enfants est moins bon chez les producteurs de cultures de rente, surtout lorsqu'ils plantent tabac, café et coton. Une agricultrice zaïroise, qui parlait d'un plan visant remplacer les cultures vivrières aux cultures de rapport, a aussi dépeint la réalité plus vaste des paysannes à travers le continent lorsqu'elle déclara: "Si vous devez acheter de la nourriture, vous n'en n'aurez jamais assez".

La levée de certains obstacles à la production et au commerce n'a profité que rarement aux femmes dans leurs fonctions agricoles et souvent s'est retourné contre elles. Au Ghana, par exemple, on a démantelé les régies de cacao afin de rendre l'agriculteur local plus concurrentiel sur les marchés internationaux et de permettre à de petits exploitants du sud du pays, dont la plupart sont des femmes, de recevoir un prix plus élevé pour leur récoltes. Les agricultrices ont augmenté leur production de cacao, à l'instar d'autres exploitants. Les approvisionnements en cacao n'ont pas tardé à être largement excédentaires, la Banque mondiale ayant conduit maints autres agriculteurs sur la même voie. Comme dans le cas de la Tanzanie et d'autres pays d'Afrique, les femmes devaient tout de même acheter vêtements et nourriture, semences et engrais, payer les frais scolaires et les soins médicaux, tous ces coûts ayant augmenté, en partie à cause de la dévaluation. C'est ainsi que les gains tirés initialement de l'augmentation de cours du cacao furent rapidement anéantis, les laissant dans une situation pire qu'auparavant.

### **Libéralisation des échanges et du marché**

Au titre des programmes de libéralisation des échanges et du marché préconisé par les PAS, on lève les restrictions aux importations et aux exportations, on diminue les barrières tarifaires et on enlève aux régies le contrôle des récoltes. Supposées ouvrir les marchés locaux à la concurrence et aux investissements internationaux, stimuler les exportations et favoriser l'efficacité, ces mesures réduisent également la capacité des pouvoirs publics à protéger d'importantes industries locales, à encourager la production de denrées vivrières nationales ou à allouer des réserves de devises très limitées à l'achat d'importations essentielles. Les femmes en supportent les conséquences à plus d'un titre, directement en qualité de travailleurs, consommateurs et producteurs mais aussi indirectement par le filtre des relations au sein du ménage.

La levée des contrôles à l'importation conduit souvent à la vente en dessous du prix de revient des marchandises étrangères, notamment celles de l'agro-alimentaire et de l'industrie légère, ce qui peut éliminer activités de production et postes de travail dans le pays. Depuis que la Tanzanie a ouvert ses portes aux importations en 1984, plus de 90% des filatures du pays, qui employaient surtout des femmes, ont fermé. Au Zimbabwe, une situation similaire se profile à l'horizon. Plus de 8.000 employés du textile sont au chômage parce que les sociétés de ce pays ne peuvent faire concurrence aux importations taïwanaises.<sup>8</sup>

La libéralisation des échanges a contribué à faire de l'Ouganda une "société de seconde main". Une forte poussée des importations de vêtements usagés menace le gagne-pain des couturières artisanales ainsi que l'avenir des filatures de plus grande envergure. Des situations similaires sont signalées à travers l'Afrique.

Dans certains cas, la demande de cultures traditionnellement féminines a augmenté sous l'effet de la libéralisation. En Zambie, l'importance des haricots, une denrée cultivée par les femmes et consommée régulièrement par la famille et vendue, en petites quantités, aux marchands urbains, a augmenté. Tandis que les haricots devenaient une grande source d'espèces, dans bien des lieux, les hommes intervinrent pour contrôler les recettes de vente. Si la libéralisation a contribué à stimuler la production, la Banque mondiale avait omis

de considérer son impact potentiel et de mettre en oeuvre des stratégies parallèles pour veiller à ce que les femmes gardent le contrôle de leurs revenus. Le programme a donc abouti à diminuer la capacité des femmes à subvenir aux besoins de leurs enfants et les a contraintes à rechercher du travail agricole dans la journée -- très mal rémunéré notamment pour les femmes qui gagnent moins du tiers que les hommes -- pour conserver le niveau de revenus requis afin d'acheter les denrées essentielles à la famille.<sup>9</sup>

### **Contrôle des salaires et déréglementation du marché du travail**

Le contrôle des salaires -- soit maintenir les augmentations de salaire à la fois des secteurs public et privé en deçà du taux d'inflation -- est une condition à respecter pour recevoir un prêt d'ajustement. Ce but est accompli par plusieurs moyens, qui vont du gel du SMIC accompagné de la libération des prix, à une baisse effective des rémunérations et une réduction des avantages sociaux liés au travail salarié. D'après le Bureau International du Travail, les salaires réels ont chuté de 50 à 60% dans la plupart des pays africains, depuis le début des années 80.<sup>10</sup>

L'on avait fait miroiter aux pauvres que la faiblesse du SMIC dans le secteur formel allait être compensée par plus d'emplois. Toutefois, cela ne s'est pas matérialisé. La chute massive des salaires en Afrique pendant les années 80 est à rapprocher avec la perte de postes de travail dans ce secteur. Le pourcentage des femmes dans le secteur formel est passé de 10% en 1980 à moins de 8% en 1990, alors qu'elles soient moins payées que les hommes.

Bien des femmes employées dans le secteur formel ont subi un tel manque à gagner en termes réels qu'elles sont forcées de travailler dans le secteur informel pour compléter leurs revenus. Une assistante sociale en Ouganda, employée à plein temps, déclare que pour pouvoir payer les frais scolaires de ses quatre enfants, elle doit faire de la pâtisserie le soir et confectionner des robes de mariage. Et si les hommes sont de plus en plus contraints de trouver un travail rémunéré supplémentaire, le plus souvent, ce sont les femmes qui assument les responsabilités de subvenir aux besoins de la famille et acceptent n'importe quelle tâche afin de joindre les deux bouts.

La faiblesse des salaires dictée par les SAP se répercute à travers l'économie, pour grever encore plus les revenus des femmes. A titre indicatif, la perte de pouvoir d'achat a détruit la demande locale de marchandises produites par les femmes, comme les tissus et créé des hordes de chômeuses. Ces femmes sans emploi ont dû entrer dans le secteur informel en grand nombre pour compenser la perte de leurs revenus et ceux de leurs foyers, ce qui a exacerbé la concurrence et continué à faire chuter les salaires des femmes dans ce secteur. Des vendeuses au Zimbabwe nous apprennent qu'en 1993, le marché des affaires s'est nettement dégradé alors que les effets d'une sécheresse dévastatrice s'étaient estompés. Les vendeuses citent l'insuffisance des revenus de leurs clientes comme cause principale.<sup>11</sup>

Si le contrôle des salaires a eu de multiples impacts négatifs sur les femmes, leur situation, partout en Afrique, a continué de se détériorer sous l'effet de la déréglementation du marché du travail, ce qui a renforcé leur exploitation. Cela s'est notamment traduit par une augmentation marquée du travail contractuel qui amène les femmes à travailler à la pièce chez elles. Les femmes reçoivent non seulement des salaires de misère en échange de longues heures de travail, mais, vu l'absence de réglementation et l'absence de séparation entre l'espace réservé au travail et au foyer, les femmes et leurs enfants se voient exposés à des risques sanitaires croissants.

## **Privatisation et compression d'effectifs**

La privatisation des entreprises publiques et le dégraissage dans la fonction publique ont entraîné un chômage de masse à travers l'Afrique. Vu que la plupart des femmes sont employées à des postes peu qualifiés, les fonctionnaires féminins ont été licenciés en plus grand nombre que leurs collègues masculins travaillant dans le secteur privé. La concentration des femmes dans les secteurs de l'administration, de l'enseignement et de la santé signifie aussi qu'elles ont été frappées de manière disproportionnée par ces licenciements.<sup>12</sup> C'est un autre facteur qui a contribué à diminuer le nombre des femmes employées dans le secteur formel comme indiqué ci-dessus.

Dans certains cas, les hommes ayant perdu leur poste dans le secteur formel par suite de mesures d'économie viennent rejoindre le marché du travail informel déjà saturé, remplaçant ainsi des femmes qui, traditionnellement, dépendent de ce secteur, seule source de leurs revenus. Au Ghana, de jeunes hommes sont venus grossir les rangs des vendeurs de vêtements usagés et d'autres marchandises écoulées jusqu'ici par les femmes. Ils font même sentir leur présence sur les marchés de produits maraîchers dominés par les femmes, créant des tensions entre les sexes lorsqu'ils s'attendent à ce que leurs consœurs s'inclinent devant eux.<sup>13</sup>

En Zambie, pays où plus de 72.000 personnes ont perdu leur travail par suite des compressions d'effectifs induits par les PAS, l'on recense aujourd'hui trois millions d'enfants qui travaillent à temps partiel sur une population nationale juvénile de 9 millions. Le pourcentage des femmes travaillant dans le secteur informel est passé de 46% en 1980 à 57% en 1986. Durant la même période, le nombre des enfants âgés de 12 à 14 ans travaillant dans ce secteur a été multiplié par neuf.<sup>14</sup>

## **Réductions des dépenses de santé**

Les coupes claires dans le budget des services sociaux, notamment des soins médicaux, ont fait partie intégrante des PAS pendant les années 80. A la fin de cette décennie, les dépenses publiques en termes réelles consacrées par habitant à la santé étaient inférieures à leur niveau de 1980 dans 64% des pays pour lesquels des données étaient disponibles.<sup>15</sup> A titre indicatif, en Tanzanie, les crédits de santé par habitant ont chuté de US\$7,00 dollars en 1980 à US\$2,00 en 1990. Cette tendance s'est maintenue dans des pays comme le Zimbabwe, où les dépenses par habitant sont passées de près de 6 dollars en 1990 à US\$3,84 en 1994.

Les femmes ont durement pâti de ces réductions budgétaires. Les Nations Unies ont établi qu'au Zimbabwe le taux de mortalité maternelle et infantile a atteint un niveau "inacceptablement élevé" en région rurale et augmente à Harare, la capitale. Le taux de mortalité infantile reflète le statut économique, sanitaire et social de la mère et sert donc de variable de remplacement pour mesurer l'impact des mesures gouvernementales sur les femmes. L'Organisation Mondiale de la Santé indique que le taux de mortalité maternelle augmente partout en Afrique de l'est, du centre et de l'ouest.<sup>16</sup>

Lors de récents entretiens sur la qualité des soins médicaux, des femmes du Zimbabwe et de l'Ouganda ont déclaré que la contribution payante du patient, prescription standard des SAP pour recouvrer une partie des dépenses médicales, fait que les soins les plus élémentaires sont devenus inabordables. Au Zimbabwe, le taux de mortalité infantile est passé de 90 pour 100.000 naissances à 160 pour 100.000 en 1993 après l'introduction des contributions payantes.

Pis encore, des femmes dans ces pays signalent que, contrairement aux attentes de la Banque mondiale, la qualité des soins médicaux a, en réalité, diminué avec l'introduction des contributions

## ZIMBABWE MINÉ, 1990-96

Un programme économique d'ajustement structurel (PEAS) formulé par la Banque mondiale et le FMI est en place au Zimbabwe depuis octobre 1990. Ce programme devait lever des obstacles structurels spécifiques par la prise de mesures économiques qui, en définitive, relancerait la croissance et l'emploi, réduirait la pauvreté et améliorerait les conditions de vie des secteurs les plus vulnérables de la société, notamment des pauvres.

Or, c'est précisément le contraire qui s'est produit cinq ans après. Quelles que soient les thèmes de l'épanouissement humain considérés les plus vastes, le PEAS a accentué la malnutrition chez les enfants, diminué l'espérance de vie et accentué les taux de mortalité infantile, maternelle et adulte.

Nul n'est besoin de préciser que femmes et enfants ont accusé l'essentiel des effets dévastateurs de l'expérience PEAS au Zimbabwe. Vu les réductions draconiennes des budgets sociaux et l'imposition de contributions exorbitantes pour les soins et l'éducation, une part significative de la population (principalement les femmes) sont privées des services médicaux et de la scolarisation de base. La santé est qualifiée de "désastre national" étant donné les carences aiguës de médicaments, de fournitures, de nourriture et autres.

De plus, les salaires réels ont régressé de 40% chaque année, alors que l'inflation atteignait 23%. L'endettement national s'établit aujourd'hui 36,5 milliards de dollars (du Zimbabwe), 2 milliards représentant le service de la dette. Dans le même temps, les recettes libellés en devises étrangères ont fondu, la croissance économique est poussive et une réduction du budget public et des dépenses sociales a été imposée.

Associer la population à la préparation et à la mise en oeuvre du programme n'a manifestement pas fait partie des plans au Zimbabwe. A preuve, la riposte populaire, qui s'est traduite par les émeutes des enfants pour se procurer du pain en 1993, des grèves et d'innombrables manifestations contre le programme et le gouvernement de Mugabe.

Toutefois, il mérite d'être noté que, malgré la misère noire, les privations et les souffrances imposées à tant de personnes, le combat continue. Un symbole de cette exigence de participation pour le peuple est le Réseau pour la Justice Economique (ENJ, forum pour le dialogue et le débat politique), le groupe d'action des Femmes (WAG) et le services de soutien oecuménique (ESS) en plus du Conseil des Eglises du Zimbabwe.

*Tiré de : "Les effets du programme d'ajustement structurel (PAS) au Zimbabwe" de Deprose Tongai Muchena, Conseil des Eglises du Zimbabwe*

payantes et la commercialisation du secteur de la santé. Comme l'indique une Zimbabweenne: "L'infirmière est médecin, infirmière et tout le reste. Pas étonnant qu'elle devienne irritable". Une autre dit simplement: "Elles ont trop de travail". Il en est ainsi non seulement parce que le nombre de cas dont elles se chargent augmente, leurs salaires diminuent, l'infrastructure se dégrade et les crédits publics s'amenuisent mais aussi parce que la recherche de revenus supplémentaires chez les infirmières "est devenue pratiquement universelle avec l'avènement des PAS."<sup>17</sup>

En Ouganda, des femmes disent la même chose. Elles ne doivent pas seulement payer une partie des honoraires de consultation, elles doivent régler le prix des ordonnances et d'autres services. De plus, elles sont tenues d'acheter les médicaments, pansements, trousseaux pour les opérations, gants et autres articles requis pour leurs soins. Le plus grave encore est qu'elles sont escomptées donner des pots-de-vin à ceux qui les soignent. Par exemple, lorsqu'elles se rendent chez un médecin, celui demande si le patient est "accompagné de sa

soeur", à savoir un backchich. Les femmes disent aussi que la déréglementation du marché des produits pharmaceutiques en Ouganda a entraîné une explosion du nombre des "pharmaciens" non qualifiés vendant des médicaments ainsi que des ventes accrues de remèdes ayant dépassé leur date d'expiration.

En Ouganda comme au Zimbabwe, les femmes attribuent le déclin de la qualité des soins au fait que les contributions payantes, conjuguées à la faiblesse des salaires de fonctionnaires, ont déréglementé les marchés de la santé et des difficultés économiques pour faire de ce secteur un marché plutôt qu'une profession. Ce qui a éliminé la notion d'assistance et de service et ouvert ce secteur à une corruption massive.

### **Budgets de l'éducation en déclin**

Les femmes ont des préoccupations similaires vis-à-vis des réductions de dépenses et des frais scolaires. En Afrique subsaharienne, les crédits à l'éducation sont tombés de 11 à 7 milliards de dollars de 1980 à 1988, en termes réels. L'étude des chiffres dans 26 pays indique une réduction des dépenses par écolier de US\$133 à US\$89 par an. La réduction de ces crédits a directement rogné la qualité de l'enseignement. Dans bien des pays, c'est toute l'infrastructure des services connexes -- inspection et supervision des écoles, formation des enseignants en poste, élaboration des programmes de cours, services scolaires de santé et entretien du mobilier, de l'équipement et des locaux -- qui s'est détériorée.

Encore plus grave est la diminution marquée des taux d'inscription bruts au niveau du primaire qui est tombé de 77,1% en 1980 au chiffre estimatif de 66,7% en 1997. Avec l'introduction des frais scolaires, les fillettes quittent l'école plus fréquemment que les garçons. L'insolvabilité des familles est une première raison; une deuxième est le fait que les fillettes fournissent des services et un revenu précieux aux familles, dont les pauvres ne peuvent plus se passer. En Afrique, dans les années 80, le taux de scolarisation des fillettes a chuté et l'abandon des études s'est multiplié. En moyenne, seuls 37 % des fillettes d'âge scolaire se sont inscrites en 12ème ou en 11ème en 1990. Les Ougandaises vivant en milieu rural se lamentent du fait que leurs enfants ne reçoivent pas une éducation aussi bonne qu'elles il y a 20 ans.

### **PLUS SUR LE ZIMBABWE**

Le PAS introduit en 1990 au Zimbabwe devait être un programme économique à "visage humain". Par malheur, il fut mis en oeuvre sans consulter la population et, si le peuple fut prié de "se serrer la ceinture" les hauts fonctionnaires, eux, ont desserré la leur de plusieurs crans. D'où une attitude négative vis-à-vis du PAS.

Le fossé entre riches et pauvres se creuse. De beaux bâtiments neufs sont érigés à travers Harare, sans aucun signe d'amélioration de l'emploi. En réalité, le rythme des licenciements et la poussée du chômage sont très marqués et inquiétants.

Les contributions payantes pour les soins démoralise les pauvres, surtout les femmes. Elles doivent prouver leur dénuement pour en être exemptées. Les formalités sont longues et lourdes. Partout, le taux de mortalité infantile augmente.

Il est prouvé, surtout dans les écoles secondaires pour filles, que le nombre d'abandons scolaires progresse, surtout parce que les frais de scolarité sont impayés. Lorsque la famille manque d'argent pour payer l'école, la fillette devient l'agneau du sacrifice. Le taux d'analphabétisme, qui avait reculé de façon spectaculaire après l'indépendance, accuse une reprise. Plus les enfants ne vont pas à l'école ou l'abandonnent, plus l'analphabétisme s'étend.

Depuis la fin des subventions aux denrées de base, on cuit de moins en moins, on consomme la farine de maïs telle qu'elle. Les femmes devant marcher longtemps pour acheter le maïs, la consommation de pain diminue.

Les femmes cherchent les moyens de surnager en ces temps économiques difficiles. Elles se remettent à peine de la sécherre de 1992. Le Conseil des Eglises du Zimbabwe leur apprend aujourd'hui à conserver et à stocker des céréales et pourrait les aider à monter des commerces de ce type. Les femmes essaient de se débrouiller, mais survivre est difficile.

*De Belisha Tanyongana,*

La Banque mondiale est consciente de ces échecs. En vérité, ses propres données sur l'effondrement des systèmes de santé et d'enseignement sont tellement sans appel que la Banque, qui a supervisé plus de 10 ans de réductions paralysantes dans les budgets sociaux, qu'elle appelle aujourd'hui à renverser cette tendance. Toutefois, les institutions financières internationales sont mal placées pour analyser, en temps voulu ou effectuer des corrections à mi-parcours et ces changements ont été douloureusement longs à venir. En outre, les services de santé et d'éducation se sont tellement dégradés qu'il faudra plusieurs années pour rattraper le retard, même au prix d'investissements accrus. En attendant, la santé et l'éducation d'une génération de femmes et de fillettes a été sacrifiée sur l'autel de cette insaisissable réalité que l'on appelle la stabilité macroéconomique.

### **Usure des femmes: Impact cumulatif des PAS**

Etant donné leur ampleur, les PAS causent une multitude de préjudices aux femmes qu'elles sont simplement censées endurer. De fait, les Africaines ont été largement saluées pour leur faculté d'"adaptation" et les nouveaux moyens découverts pour tirer des revenus du secteur informel et subvenir aux besoins de leurs familles, malgré les graves privations engendrée par les PAS. L'on ne cesse de louer leur ingéniosité et capacité à s'"en tirer", en les teintant de romantisme alors que pour bien des femmes il n'y a rien d'autre que manque, incertitude et lutte continue pour survivre.

Les femmes parlent d'une augmentation des violences dirigées contre elles, en plus des frustrations et du stress accrus que provoquent la réduction des revenus et les pressions financières intenses entraînés par les PAS. Une Sénégalaise déclare: "Les hommes de nos familles sont devenus plus violents dès que nous avons commencé à travailler et à gagner un peu d'argent alors qu'ils restaient au chômage."<sup>8</sup> De plus, les femmes sont plus exposées aux voies de fait et aux violences sexuelles dans le secteur informel, en quête de petits boulots dans les rues.

Le nombre des foyers dirigés par des femmes est aussi en hausse, la crise économique contraignant davantage d'hommes à partir à la recherche de travail, à abandonner leurs familles ou simplement à ne plus subvenir aux besoins des enfants. Il est généralement admis que 30% des ménages Africains sont désormais placés sous la responsabilité d'une femme. Le ratio de personnes à charge, soit le nombre de jeunes enfants et de personnes âgées par adulte productif, est très élevé dans ces foyers qui, manquant à la fois de main d'oeuvre et de moyens productifs, et ayant un accès limité aux services sociaux, comptent aussi généralement parmi les plus pauvres d'Afrique. Laissés pour compte par l'Etat et ayant perdu les hommes de leurs familles, par abandon, veuvage ou migration, ces femmes doivent assumer le fardeau toujours plus lourd de prendre soin des enfants et d'assurer la survie de leurs familles. Or, la situation est si grave que des membres vulnérables du foyer, comme les enfants et les personnes âgées, se retrouvent à la rue en nombre toujours croissant. A Nairobi, par exemple, il y a des dizaines de milliers de petits dans les rues alors que ce phénomène était quasiment inexistant il y a dix ans.

Le stress induit par l'obligation d'assumer de multiple rôles, l'usure engendrée par trop de labeur et l'impact psychologique d'une pauvreté écrasante et de la hantise de survivre s'accumulent et minent la santé des femmes à long terme. Leur qualité de vie s'en trouve amoindrie tout comme leurs capacités productives qui permettent d'assurer la survie de leur famille et contribuent à la viabilité de leurs sociétés. Ainsi assiste-on à la dégradation, à longue échéance, d'une ressource humaine que populations et pays pauvres ne peuvent ni se permettre ni endurer.



### **III. LES FEMMES PRENNENT LES CHOSES EN MAIN: GENESE D'AWEPON ET VOIE JUSQU'A DAKAR**

Vers la fin des années 80, soit quelques années après l'imposition des PAS à maints pays Africains, les femmes se mirent à contester ces mesures, dans le cadre de divers programmes et associations, en continuant leur travail à la base pour mieux comprendre les causes de la dévastation dont elles étaient témoins et victimes. Le Programme des Femmes mené par le Conseil Panafricain des Eglises fut à l'avant-garde de ce mouvement en lançant un programme d'apprentissage des rudiments d'économie. Cette initiative fut le point de départ d'autres programmes du même type entrepris par des conseils religieux dans des pays aussi divers que le Zimbabwe, le Kenya, la Zambie, le Ghana, le Cameroun et l'Ouganda. Ainsi s'était-il établi un réseau de femmes, d'une valeur inestimable, versé dans les techniques pédagogiques de participation pour éduquer le peuple.

Au Zimbabwe, des syndicats réunirent salariées, militantes et chercheuses pour étudier les effets des PAS sur les femmes. La collecte et l'analyse de ces informations permirent de les mobiliser. Le Centre de documentation et le réseau des Femmes du Zimbabwe lança un programme pour recueillir et disséminer toute information localisable sur les femmes et l'ajustement structurel. Au Sénégal, des femmes d'associations locales créèrent des groupes de travail pour faire pression sur les fonctionnaires et associer de vastes secteurs de la société civile à cette démarche. Des consortiums africains et des groupes internationaux de recherche, comme AWAARD et DAWN, offrirent des recherches et des analyses d'importance cruciale. Ces organisations et bien d'autres permirent aux femmes de mieux se comprendre et fournirent les tribunes cruellement nécessaires à la formulation de stratégies et à la menée d'actions visant à intégrer les femmes dans les cerles de décision économique.

En Amérique du Nord, divers groupes ont aussi activement milité contre les programmes d'ajustement, faisant pression sur les pouvoirs publics, informant l'opinion sur le rôle et les dangers des PAS et nouant des liens avec des associations à travers le monde pour offrir la riposte planétaire des citoyens à un problème planétaire. C'est ainsi que le Development GAP a organisé et accueilli, en liaison avec d'autres, une conférence internationale sur l'ajustement structurel en 1992. Plus de 100 associations de tous pays ont participé à cette rencontre, pour remettre ensemble en cause le pouvoir hégémonique de la Banque mondiale et du FMI à déterminer la politique économique de leur nation respective. La nécessité de faire participer les populations locales à la formulation des mesures économiques fut un thème central de ce forum.

Si plus de 40% des délégués étaient des femmes et qu'elles devaient participer aux débats à part entière, leurs perspectives, besoins et priorités spécifiques en matière de politique économique et d'alternative aux PAS ne furent jamais clairement exprimés. Pour faire entendre la voix des femmes haut et clair dans ses propres travaux et ceux des mouvements internationaux de citoyens, le Development GAP se fit fort d'établir des partenariats avec les associations et programmes de femme en Afrique s'occupant de politique économique à la base. Nos collaboratrices ont rencontré, sur le continent, les représentantes de plus de 30 programmes destinés aux femmes dans cinq pays. De ces discussions naquit l'idée de convoquer une réunion à Washington pour promouvoir un objectif manifestement commun: intégrer les besoins, les priorités et les connaissances des Africaines dans la prise de décisions économiques.

## Début d'AWEPON

En octobre 1993, 11 représentantes de groupes d'Africaines militant en faveur des droits économiques des femmes se sont réunies à Washington à l'initiative et sous l'égide du Development GAP, moyennant une subvention d'Oxfam America et du Conseil mondial des Eglises. Fortes de la diversité de leurs expériences, ces femmes ont réfléchi pendant trois jours à des stratégies qui permettraient aux Africaines d'intervenir directement et de prendre l'initiative pour:

- mieux sensibiliser les responsables sur la façon dont leurs décisions affectent la vie des femmes;
- créer des mécanismes destinés à "faire asseoir les femmes à la table de négociations";
- formuler des mesures économiques répondant aux besoins propres des femmes.

Ce forum a également permis aux déléguées de rencontrer des représentantes d'ONG des Etats-Unis, des députés fédéraux ainsi que des fonctionnaires de l'Agence Internationale des Etats-Unis pour le Développement (USAID). Elles ont relaté des expériences de vie tangibles et exhorté les décideurs à inclure les femmes dans le processus de prise de décisions.

A l'issue de longues délibérations, les participantes ont pris plusieurs engagements et formulé des recommandations à des fins d'action individuelle et collective. Elles sont convenues, en priorité, de faire ce qui suit:

- apporter leur soutien aux tâches pédagogiques et à la vulgarisation des rudiments économiques destinées aux femmes pauvres et non instruites;
- établir des partenariats efficaces à l'échelle nationale et internationale entre ONG, chercheurs et agents de terrain pour faciliter l'accès des femmes aux connaissances économiques pertinentes;
- s'organiser pour donner aux femmes de meilleurs moyens d'accéder aux ressources de manière à pouvoir être associées, de manière directe et probante, aux décisions concernant ces questions économique;
- s'adresser aux médias et mener des campagnes d'information directe pour mieux faire connaître les soucis et les recommandations des femmes;
- jouer de leur influence à la Conférence préparatoire régionale africaine de Dakar pour que leur analyse de la politique économique -- à savoir son impact sur les femmes et les modalités de leur participation aux décisions -- occupe une place de choix dans la plate-forme régionale

### **RUDIMENTS D'ECONOMIE**

Maîtriser les rudiments d'économie, soit comprendre l'impact des mesures économiques sur sa vie, est l'un des premiers moyens à employer pour associer les femmes aux cercles de décision. Il s'agit de leur apprendre ce qui constitue l'économie d'un ménage. L'un des grands résultats de ce programme est que les femmes se familiarisent avec le jargon économique et le démystifient, commencent à se voir comme parties intégrantes de l'économie nationale, analysent l'impact des mesures économiques sur leurs vies et préoccupations, mesurent la multitude de rôles qui leur incombe ainsi que leurs contributions au développement économique national et international, voient l'économie comme une question sociale et personnelle, donc comme leur affaire propre, puis se mettent à formuler et à promouvoir leur projet à elles de "restructuration économique". Fortes de ces connaissances et de cette maîtrise, les femmes peuvent alors influencer sur le cours des choses.

africaine officielle et, en définitive, à la Conférence internationale des Nations Unies sur les femmes à Beijing.

Pour faire de ce rêve une réalité, le Directeur du Programme des Femmes parrainé par le Conseil national des Eglises du Kenya a collaboré avec Development GAP en juin et en juillet 1994 pour planifier les activités de la réunion de Dakar et mobiliser les fonds nécessaires. Puis, il y a eu collaboration pour prendre les dispositions logistiques qui permirent aux femmes de 15 pays africains de se réunir à Dakar en novembre 1994.

Le programme de Dakar prévoyait:

- une réunion d'un jour pour faire le point depuis la réunion d'octobre 1993;
- les préparatifs et la tenue d'un séminaire consacré aux femmes et à la politique économique qui aurait lieu parallèlement au forum des ONG, lors de la conférence préparatoire régionale précédant le sommet de Beijing;
- des activités pour influencer sur le libellé de la plate-forme d'action régionale africaine des Nations Unies afin qu'elle reflète clairement les besoins et les priorités des femmes en matière de politique macroéconomique;
- une deuxième réunion de planification et de formulation de stratégie pour créer le Réseau des Africaines sur la politique économique (AWEAPON).

### **Dakar et la deuxième réunion du "Réseau des Africaines sur la politique économique"**

Le 10 novembre 1994, les représentantes des organisations qui s'étaient rencontrées à Washington en octobre 1993 se sont retrouvées pour un jour de réunion et ont pu partager des informations sur leurs travaux de l'année passée et finaliser une stratégie pour entériner officiellement la création et l'expansion du réseau et influencer sur le cours du Forum des ONG.

Deux jours de réunion ont suivi pour arrêter les modalités des travaux à mener après Dakar afin d'atteindre l'objectif visé, à savoir permettre aux Africaines d'influer sur la politique économique. Les 26 déléguées à la deuxième réunion regroupaient le groupe initial et 15 Africaines de divers pays jointes grâce aux réseaux et points de contact du groupe. Ainsi se trouvaient réunies un large éventail de femmes issues d'associations locales, d'instituts spécialisés dans les affaires publiques, d'organismes religieux et de groupes de citoyens.

Au début de la réunion, les femmes, dont les antécédents étaient divers, se sont familiarisées les uns avec les autres dans le cadre d'exercices, l'idée étant, comme le dit une des déléguées de "briser la glace" afin de mener à bien un ordre du jour très chargé. Les participantes consultèrent des documents et des éléments d'information sur la Banque mondiale et le FMI, les effets des PAS sur les femmes et les activités militantes menées à l'échelle internationale. Elles sont notamment présentées les renseignements réunis par leurs propres organisations au sujet des répercussions des PAS sur les femmes avec lesquelles elles travaillent et les façons de se mobiliser afin de survivre. Dans le souci de renforcer les groupes travaillant sur ces questions, les déléguées ont discuté des moyens de suivi pour promouvoir des changements significatifs à long terme.

### **Elargissement du cercle**

La tenue de ces réunions à Dakar a permis aux participantes d'entrer en contact avec certaines des 3.000 femmes et plus qui assistaient au Forum des ONG. Un atelier consacré aux "Femmes et à la politique économique" a eu lieu et mis l'accent sur l'impact de ces mesures et leurs propres analyses de la crise économique.

Cet atelier a été organisé compte tenu du fait:

- que les femmes sont exclues des cercles de décision économique alors qu'elles qu'elles sont le plus touchées par les PAS;
- que les déléguées comptent au nombre des femmes qui ont durement pâti de ces mesures, ou bien vivent ou travaillent avec ces personnes;
- qu'il faut étendre le réseau de femmes et d'hommes qui travaillent sur ces questions et ignorent peut-être les efforts menés pour appuyer les femmes et lutter également pour influencer sur les décisions économiques.

L'atelier a commencé par un exercice de jeu de rôles tant pour éviter la monotonie d'une série d'exposés que pour amener l'assistance composée de plus de 150 femmes et d'une poignée d'hommes à exprimer leurs convictions et sentiments bien arrêtés au sujet des PAS. Le but du jeu de rôles a été atteint et les délégués ont aussi :

- mis en exergue les grands sujets d'intérêt et les contradictions auxquelles sont aux prises les femmes et la société dans son ensemble au sujet de l'impact des programmes d'ajustement structurel;
- engagé des débats fructueux et animés sur cette question;
- mis au jour les souffrances et la force des femmes et des enfants;
- offert un modèle montrant comment les techniques d'éducation du peuple peuvent effectivement servir à susciter l'intérêt et les discussions au sein d'un groupe diversifié de femmes, tel que l'on en trouve dans n'importe quelle collectivité.

Après les débats, cinq femmes ont fait le point sur les actions menées pour combattre l'ajustement structurel, faire comprendre l'impact des PAS à l'échelle locale parmi les femmes, formuler des solutions de rechange et des stratégies militantes et nouer des liens avec d'autres groupes en Afrique et dans le monde.

L'atelier a également permis aux déléguées:

- de se renseigner sur diverses solutions de rechange et de parler mutuellement de leurs préoccupations et contributions dans ce domaine ;
- de discuter et d'adopter des stratégies pour faire en sorte que le thème des femmes et de la politique économique soit une question clé traitée dans le plan d'action pour l'Afrique;
- de sélectionner des représentantes et de les encourager à faire pression lors de la Conférence préparatoire officielle de Dakar à ce sujet;
- d'établir des contacts pour collaborer à long terme en vue de promouvoir la participation pleine et entière des femmes à la prise de décisions économiques.

Si bien des tâches furent accomplies, bien des femmes se déclarèrent mécontentes d'avoir entendu trop de récits particuliers sans sans que l'on ait formulé de stratégies. Une déléguée résuma la situation ainsi: "Pour beaucoup d'Africaines mobilisées autour de cette question, le plus dur c'est d'élaborer des stratégies concrètes".

## JEU DE ROLES

Tôt le matin, tandis que les villageois se demandent comment commencer leur journée, une information à la radio nationale capte leur attention.

L'Etat va introduire des changements radicaux dans l'économie par suite de mesures globales liées à un PAS. La coopération totale des citoyens est sollicitée et toute divergence quant à ce noble but est condamnée.

Les villageois craignent ces changements au sujet desquels personne ne les a consultés au préalable. L'on redoute confusément l'arrivée de difficultés.

Au foyer, une mère achète moins de nourriture et autres articles pour le même montant d'argent, vu la dévaluation de la monnaie et l'inflation.

Les enfants reviennent de l'école assailli de problèmes. Il leur faut payer divers manuels, une partie des frais de construction du département des sciences et, entre autres, les redevances de sports, de cours et d'examen. Tandis que la mère essaie d'apaiser les enfants et de partager le peu de nourriture dont elle dispose, le mari rentre ivre, exige beaucoup d'attention et les menace tous. Il semble que la fillette ait raté ses examens faute d'avoir pu étudier. Elle aidait sa mère aux tâches ménagères tandis que son frère, lui, révisait ses cours.

La famille n'a pas les moyens d'éduquer les deux enfants, c'est donc la fillette qui quitte l'école. De toute façon, elle continuera à aider sa mère aux travaux de la maison.

Frustrée, la fillette part en quête d'un travail en ville. Vu son peu d'instruction, elle ne parvient pas à trouver un emploi valable et finit par se prostituer.

Plusieurs années après, elle revient à la maison pour retrouver sa mère en situation misérable. Elle offre de l'aider. La mère n'arrive pas à croire les changements subis par sa fille. Elle est habillée avec raffinement. Elle a un paquet de cigarettes dans son sac et beaucoup d'argent en diverses devises. La mère veut savoir où sa fille travaille, mais celle-ci ne peut l'expliquer. Se rendant compte de ce que fait sa fille pour gagner autant, la mère se heurte au dilemme d'accepter ou non son aide. Elle agonise pour prendre sa décision.

Alors que cette multitude de problèmes mine les familles, les fonctionnaires du pays et de la Banque mondiale font des dîners bien arrosés dans des hôtels cinq étoiles en négociant les prêts et les modalités de mise en oeuvre des PAS.

Le jeu de rôles met l'accent:

- sur les rôles de nos fonctionnaires lors des réunions de consultations avec les bailleurs de fonds et leur manque d'information sur les PAS;
- sur la faiblesse de leur position dans les négociations; et
- sur les effets multiples des PAS et mesures connexes comme dévaluation, compression du budget alimentation, manque d'argent pour payer les frais scolaires, d'où abandon scolaire (surtout chez les fillettes) et décadence morale illustrée par l'alcoolisme, la prostitution et l'éclatement des familles accrus.

## EVALUATION DE L'ATELIER

Les déléguées ont évalué la réunion sur la politique économique et les résultats de l'atelier présenté au Forum des ONG. Voici quelques commentaires:

*"Ce fut comme un premier accouchement -- de la joie à voir le résultat en dépit de moments difficiles".*

*"J'ai eu le sentiment que l'on avait accompli de grandes choses".*

*"Informer les femmes est important; il faut continuer sur cette lancée".*

*"Un succès même si l'on a trop insisté sur le problème et pas assez analysé. Il faut s'axer sur les solutions".*

*"Le jeu de rôles a été super, dommage simplement que le temps ait manqué pour considérer les solutions de rechange".*

*"Pour celles qui luttent, isolément, contre les PAS et pour l'éducation en économie, les choses semblaient sans espoir et inutiles. Maintenant apparaît un rayon d'espoir. Ce qui semble désespéré donne raison d'espérer".*

*"Les mécanismes propres à l'élaboration de solutions de rechange comptent beaucoup. C'est non seulement un moyen d'obtenir des informations mais une source de renseignements et d'analyse".*

*"Je salue l'initiative, la méthode fondée sur la participation et le réseau que nous essayons d'établir. C'est difficile, mais la véritable voie pour intégrer tous les peuples d'Afrique".*

*"Je rends hommage à l'esprit bénévole du groupe, à la qualité des animatrices. Nous avons la capacité d'ouvrir une brèche dans le système au profit des femmes."*

### Expérience et analyse des PAS par les femmes

De ces thèmes communs ont émergé des discussions intenses, tant aux réunions consacrées à la politique économique qu'à l'atelier du Forum des ONG. La similarité des expériences vécues par les femmes assujetties aux PAS est tout à fait frappante, quel que soit leur pays d'origine. Voici quelques-uns de ces thèmes:

#### *Désintégration sociale*

- Troubles et conflits au sein de la famille.
- Criminalité en hausse.
- Accroissement de la prostitution.
- Perte du logement.
- Alcoolisme.
- Toxicomanie et trafics illicites.
- Fuite des cerveaux.
- Montée de la violence contre les femmes.
- Augmentation du nombre des foyers dirigés par des femmes seules, qui survivent péniblement comme dans l'agriculture à petite échelle, le conditionnement alimentaire ou le commerce de détail.

### ***Problèmes d'enseignement***

- Diminution du taux de scolarisation, surtout chez les fillettes.
- Détérioration de l'infrastructure éducative.
- Accroissement du taux d'abandon scolaire, surtout chez les fillettes.
- Surpopulation dans les écoles, du fait des restrictions budgétaires, ce qui force les écoles à suivre les cours à tour de rôle et moins longtemps.

### ***Problèmes de santé***

- Accroissement de la charge de travail des femmes.
- Intensification des pressions psychologiques.
- Accroissement du taux de mortalité maternelle et infantile.
- Malnutrition.
- Contributions payantes aux services sociaux plus élevées pour le peuple que les économies réalisées par l'Etat.

### ***Dégradation de l'environnement***

- Epannage sauvage des déchets toxiques.
- Perte de ressources naturelles vendues contre devises étrangères.

### ***Libéralisation du marché***

- Les femmes y perdent au change vu qu'elles n'ont pas le pouvoir de négociation de leurs concurrents.
- Vente sauvage de vêtements et de chaussures d'occasion qui mine la production locale.

### ***Modernisation de l'agriculture***

- Pression croissante pour employer des méthodes agricoles modernes.
- Pression accrue pour utiliser des semences qui ne peuvent être stockées en entrepôt traditionnel.

D'autres thèmes et axes d'analyse communs sont aussi apparus. Parmi les plus fréquents, citons:

***Les femmes sont exclues des cercles de décision:*** Dans la société africaine d'aujourd'hui et d'hier, les femmes ont un accès limité aux cercles et organismes de décision. Cette exclusion se retrouve dans les institutions financières internationales. C'est ainsi que les Africaines n'ont jamais été associées à, ou bénéficié particulièrement des mesures économiques arrêtées par leurs gouvernements et par les bailleurs de fonds et prêteurs internationaux.

***Les femmes sont au bout du rouleau:*** Si les femmes sont réputées pour leur aptitude à gérer les crises, leur tolérance, esprit d'entreprise, capacité d'adaptation et créativité sont mis à rude épreuve depuis assez de temps. Avec le lancement des PAS à travers l'Afrique, le moment est venu que ses femmes contestent l'héritage de mesures nationales et internationales sourdes à leur triste condition et aux limites de leur endurance.

***Les Etats africains portent une lourde responsabilité:*** Il fut universellement admis que les Etats africains n'ont pas servi leur peuple sur la question des PAS et de la politique économique, en général. Au lieu de protéger leurs gouvernés et de trouver des mesures favorables au plus grand nombre, les Etats ont renoncé à prendre des décisions, entériné les mesures imposées par les institutions financières internationales et trahi leur peuple. Les femmes doivent avoir le courage d'opposer ce fait aux pouvoirs publics et de faire pression en vue de changements.

***Un Etat responsable et non moins d'Etat:*** Pour pallier la corruption de l'Etat, l'incurie et l'impunité, les femmes estiment qu'il faut promouvoir la transparence et la responsabilisation des pouvoirs publics, renforcer le contrôle de ses activités par les citoyens, créer des structures de décision axées sur le dialogue et, globalement, renforcer les capacités et le devoir de l'Etat de répondre aux besoins des citoyens. Ce point de vue contrecarre la position et les actions de la Banque mondiale et du FMI, qui souhaitent ramener le rôle de l'Etat à celui d'animateur de marché, ainsi que le goût du secret concernant les détails des décisions économiques.

***Davantage de pauvreté, de femmes démunies et moins d'équité:*** La féminisation de la pauvreté fut un thème rebattu, à preuve: l'augmentation du nombre de foyers dirigées par des femmes seules, l'étiollement des filets de sécurité qui atteignent les femmes et les enfants plus que les hommes et les différences de responsabilité qui font des femmes le dernier ressort de la famille. Malgré le nombre croissant de femmes sans moyens, leur combat en faveur de l'égalité est bien loin d'être terminé. Le labeur croissant les ébranle, d'où fatalisme et manque d'enthousiasme à se battre pour l'égalité.

***Les femmes subventionnent l'Etat et l'économie:*** Les femmes qui travaillent dans le secteur agricole et informel fournissent et vendent la plupart des aliments consommés par le pays. Vu la suppression des subventions, la réduction de l'aide sociale, l'augmentation des impôts, le recul du pouvoir d'achat, l'accroissement du chômage et la concurrence plus vive dans le secteur informel, les femmes aujourd'hui assument leurs nombreuses obligations en échange de rémunérations moindres. C'est dire qu'elles subventionnent directement l'Etat et le marché.

***Nos paroles sont détournées de leur sens:*** A travers l'Afrique, l'on prône un plus grand contrôle local sur les ressources, faute de croire que des personnes étrangères au continent parviennent à les gérer ou à les distribuer de manière correcte et équitable. Or, les gouvernements nationaux prennent cette exigence comme prétexte pour renier leurs responsabilités vis-à-vis des collectivités, tout en continuant à lever impôts et taxes à l'échelle locale.

***La discipline budgétaire importe mais pas au prix de sacrifier tout le reste:*** La rigueur budgétaire va de soi. Mais les femmes estiment que cette discipline n'est qu'une des variables de l'équation complexe du développement, et non une fin en soi. Ce but est un moyen d'atteindre un développement économique équitable et durable -- non de le sacrifier.

***Les femmes doivent accepter d'assumer le pouvoir:*** Les femmes doivent accepter le pouvoir qui leur revient en vertu de leur nombre, rôle et engagement vis-à-vis de la société. Cette stratégie n'est pas sans risque et sera activement découragée autant par les Etats que par les institutions internationales. Toutefois, c'est le seul moyen dont disposent les femmes pour faire valoir leurs priorités.

***Si vous devez acheter à manger, vous n'en aurez jamais assez:*** L'insécurité alimentaire augmente tant à l'échelle des ménages que des pays, à travers l'Afrique. L'accroissement des revenus attendus en affectant plus de femmes et de terres aux récoltes d'exportation ne s'est jamais matérialisé; en vérité, le revenu des familles s'est amenuisé, le prix des denrées importées ayant grimpé. A moins, et jusqu'à ce que les revenus des femmes n'augmentent de façon marquée, le prix des denrées vivrières ne baisse et que les aliments soient couramment



vendus sur les marchés locaux, un des éléments essentiels de toute stratégie future de développement doit être de rehausser les capacités des femmes à produire de la nourriture pour la consommation des ménages et le marché local.

***Lien entre la violence et les PAS:*** Augmentation des cas de violence au foyer, de viol, d'inceste, de toxicomanie, des délits, de la prostitution ainsi que des conflits d'origine ethnique ou tribale, tels sont certains des indices de déchéance sociale que les femmes imputent directement aux privations économiques induites ou exacerbées par les PAS. Et ce sont les femmes qui sont la cible privilégiée de cette violence, alors qu'elles se démenent pour aider leurs familles.

***Lien entre PAS et intégrisme:*** La mouvance intégriste en Afrique gagne du terrain dans les secteurs de la population que les programmes d'ajustement ont précipités dans la pauvreté et le désespoir. Sous prétexte de défendre la culture et les traditions quand tout autour des femmes s'effondre, les intégristes ajoutent la servitude religieuse et sociale à la servitude économique qu'elles connaissent déjà. Tant les chrétiennes, les musulmanes que les femmes du monde laïc s'inquiètent de cette tendance et mettent en garde contre le dévoiement des préceptes religieux et sociaux.

***La corruption que les femmes paient n'est pas de leur fait:*** L'énorme dette des nations africaines s'est accumulée et a servi à des fins dont les femmes n'avaient pas connaissance or, ce sont elles -- et leurs enfants -- qui sont désormais obligés de rembourser. Faute d'être légitime, cette dette devrait être annulée.

### **Actions et recommandations proposées**

Aussi frappants que l'analyse des problèmes commune à des centaines de femmes ont été les éléments de solutions proposés. Tant les membres du réseau que le groupe plus vaste de déléguées au Forum des ONG ont formulé une liste de mesures à prendre assez similaire. Eduquer les femmes afin qu'elles puissent formuler, exprimer clairement leurs positions et faire pression en faveur de mesures répondant à leurs besoins et priorités fut le thème rebattu comme étant la stratégie la plus importante et la plus fiable. Il fut recommandé par ailleurs:

- de faire pression en faveur de l'annulation de la dette et d'utiliser les fonds ainsi économisés pour investir dans des systèmes de production féminins, notamment la petite agriculture et la microentreprise;
- de poursuivre les ateliers à la base dans le cadre duquel les femmes définissent elles-mêmes les problèmes à considérer, formulent les questions et la méthodologie avec l'aide de chercheurs, analysent ces résultats de pair avec les chercheurs et le personnel des ONG et tirent leurs stratégies de cette démarche;
- accentuer les activités de pression à l'échelle nationale et internationale en précisant ce que l'on cherche à obtenir et auprès de qui;
- élargir le réseau de manière à inclure les ONG qui ont les mêmes centres d'intérêt;
- relancer l'intérêt des populations locales sur l'utilisation des deniers publics;
- sensibiliser les populations, en particulier les femmes, sur les effets des PAS ;
- créer des groupes de pression pour dénoncer la conduite irresponsable des pouvoirs publics et préconiser des moyens efficaces de responsabiliser l'Etat et ses hauts fonctionnaires vis-à-vis des femmes de chaque nation;

- établir des mécanismes pour donner plus de pouvoir aux pays du groupe des 77 pour qu'ils influent sur les décisions prises lors des négociations de prêt et d'échanges commerciaux;
- remettre en cause la politique économique actuelle jusqu'au sommet de Beijing et au-delà;
- faire pression sur le FMI et la Banque mondiale afin qu'ils tiennent compte de la spécificité de chaque continent et traite chacun d'eux différemment;
- dénoncer la "supercherie" du FMI qui fait endosser le blâme aux pays soumis aux PAS et prétend n'avoir inclus aucune condition préjudiciable pour les pays dans ses montages financiers;
- documenter les activités de nos membres et échanger des informations ;
- apporter notre concours à l'enseignement des adultes et l'acquisition de rudiments économiques chez les femmes pauvres et non instruites;
- établir des partenariats probants, à l'échelle nationale et internationale avec les ONG, les chercheurs et les agents de terrain pour permettre aux femmes de mieux accéder aux informations en rapport avec l'économie;
- s'organiser pour permettre aux femmes de mieux accéder aux ressources afin qu'elles puissent directement et effectivement aborder les questions qui les préoccupent dans les cercles de décision nationaux et internationaux ;
- avoir recours aux médias et employer des stratégies d'information pour mieux faire connaître les préoccupations et les recommandations des femmes;
- encourager et mettre à profit la créativité et l'esprit d'innovation dont les femmes font preuve pour survivre dans le but d'informer et d'influer sur les mesures économiques nationales et internationales;
- garder le contact et échanger des informations et des stratégies entre groupes de femmes et leurs partenaires sur le thème des femmes et de la politique économique.

Non contentes d'avoir esquissé un grand nombre de stratégies importantes, les déléguées ont aussi formulé plusieurs recommandations de politique économique de caractère crucial au cours de l'atelier. La plus couramment répétée fut l'annulation de la dette existante, surtout dans les pays les plus pauvres. En outre, elles ont préconisé l'élaboration de stratégies en vue d'allouer plus de capitaux africains à la promotion d'un développement plus équitable et durable. Enfin, les participantes ont estimé capital d'établir des systèmes de marketing équitables pour les pays du Tiers Monde.

Les recommandations issues de l'atelier ont été présentées afin d'être incluses dans la plate-forme d'action, document officiel de la conférence de Beijing. Bien des déléguées avaient contribué à l'élaboration de ce plan d'action dans leurs pays respectifs. A la conférence régionale, elles ont aussi milité pour inclure dans ce document un libellé qui faciliterait l'inclusion des femmes dans les cercles de décisions économiques.

#### **IV. PREPARER AWEPON A RELEVER LE DEFI: UN PROGRAMME D'ACTION**

Pour répondre à l'énorme intérêt que manifesta le Forum des ONG en vue de l'établissement d'un réseau qui faciliterait la communication et l'action entre les femmes qui se battent afin d'être associées à l'élaboration de la politique économique et après un an de travaux préparatoires menés par un noyau de militantes africaines et leurs partenaires aux Etats-Unis, le Réseau des Africaines pour la politique économique (*African Women's Economic Policy Network [AWEPON]*) a été formellement constitué à Dakar en novembre 1994.

Le principe fondateur qui sous-tend les travaux d'AWEPON est que les femmes ont le droit fondamental d'influer sur la politique économique qui régit leurs vies.

Les membres d'AWEPON, qui viennent de tous les pays d'Afrique, sont tous les groupes et personnes qui ont participé aux deux ateliers. L'organisation est, toutefois, ouverte à d'autres personnes, groupes et réseaux de la société civile qui travaillent ou sont liés avec les femmes de la base et s'intéressent activement à la question des femmes et de la politique économique, notamment à ses modalités de formulation. Il peut s'agir de groupes d'étudiants, de syndicats, d'associations paysannes, de groupes de femmes, de citoyens, d'organismes s'intéressant aux affaires publiques et d'associations religieuses.

Pour veiller au fonctionnement harmonieux du réseau, nos activités ont été structurées à partir d'un secrétariat central et de quatre pôles régionaux dont la tâche est de recueillir des informations, de les diffuser et d'appuyer les fonctions entreprises par les membres à l'échelle locale. Un comité directeur a été nommé pour diriger le secrétariat central et les quatre pôles régionaux qui représentent quatre groupes linguistiques principaux (arabophone, francophone, anglophone et lusophone). Julia Mulaha, du Conseil national des Eglises du Kenya, a été nommée coordinatrice continentale pour un an.

De plus, les membres ont décidé que, vu la jeunesse du réseau et la nécessité d'associer autant d'organisations que possible à sa création et à son évolution, le mandat des responsables de pôle et de la coordinatrice serait prorogé jusqu'à la conférence de Beijing, soit septembre 1995. A cette date, la nature, la structure et la fonction du réseau seraient réévalués par un groupe de membres et leurs partenaires internationaux et amendés, si nécessaire.

#### **Activités d'AWEPON: De novembre 1994 à février 1996**

Entre les mois de novembre 1994 et février 1996, les membres d'AWEPON ont entrepris une série d'activités, à la fois au sein de leurs organisations propres et en tant que réseau. Nos adhérentes ont accumulé une expérience, des connaissances et une compréhension solides des possibilités et des contraintes auxquelles le réseau doit répondre, ce qui a permis de jeter les fondements d'une planification probante pour l'avenir.

Voici un échantillon de ces activités:

- Les membres d'AWEPON ont publié ou fourni des informations sur le réseau à plusieurs journaux largement lus en Afrique. Cette publicité conjuguée à l'intérêt qui s'est manifesté lors des ateliers de Dakar se sont traduits par de nombreuses demandes d'information, d'assistance et d'adhésion.
- En juin, AWEPON, Third World Network et ENDA/Sénégal ont coparrainé une réunion à Accra au Ghana dans le but de préparer une déclaration destinée à la réunion de la Coalition mondiale pour l'Afrique prévue le même mois. Sept membres d'AWEPON étaient présents et ont également revu le projet de rapport pour la réunion de Dakar, ont reconfirmé la structure du réseau et discuté des activités

à entreprendre après Beijing.

- A la mi-juillet 1995, la Mother's Union of the Church of Uganda (un membre d'AWEPON) et le Development GAP ont planifié la visite et reçu en Ouganda l'économiste en chef de la Banque mondiale. Deux réunions ont eu lieu. La première, à Lira, au nord de l'Ouganda, qui regroupa plus de cent femmes de plusieurs régions, dont certaines avait parcouru plus cent kilomètres à pied pour décrire à l'économiste leurs réalités quotidiennes. La deuxième fut un atelier de formation économique qui dura trois jours auquel participa l'économiste et 30 femmes de l'est de l'Ouganda. Pour calmer la crainte que, malgré l'échange très utile d'informations et de points de vue lors de l'atelier, la Banque mondiale ne modifierait pas ses mesures, l'économiste est convenu d'une réunion de suivi pour expliquer la façon dont la Banque abordait les préoccupations des femmes, notamment au sujet de l'ajustement structurel. A ce jour, cette réunion de suivi n'a pas encore eu lieu.
- Fin juillet, 12 membres d'AWEPON ont été invités à un atelier d'une semaine consacré à la justice économique, qui était organisé en Afrique du sud et parrainé par le *World Council of Churches* (WCC). Nos membres ont eu la possibilité de rencontrer et de travailler avec des partenaires de WCC provenant de divers pays du monde.
- Plusieurs membres d'AWEPON ont participé à la conférence de Beijing en qualité de représentantes de leur réseau et huit adhérentes environ étaient présentes en qualité de déléguées de leurs organisations respectives. Elles ont fermement explicité les questions de politique économique sous l'angle de leur impact sur les femmes dans le cadre de plusieurs ateliers et de discussions d'experts et contribué à la rédaction d'un communiqué de presse pendant les réunions des gouvernements, soulignant le fait que les Etats représentés à Beijing refusaient d'analyser l'impact de la politique économique en tant que facteur d'exacerbation de la pauvreté. Nos membres sont parvenus à se réunir brièvement en groupe et en tête à tête lors du Forum des ONG et des rencontres officielles. Chaque membre d'AWEPON présent à cette réunion accepta de rédiger un document d'une ou de deux pages sur leurs perceptions et expériences à Beijing qui serait communiqué à tous les membres du réseau. En outre, il fut convenu qu'une proposition de financement serait préparée en fonction des travaux accomplis pendant l'été et diffusée aux membres pour recueillir leur avis et garantir la responsabilisation et la transparence au sein du réseau. A Beijing, les membres d'AWEPON ont chacun reconfirmé leur engagement et leur enthousiasme à travailler au sein du réseau pour le renforcer.

Les membres d'AWEPON ont aussi été invités à représenter le réseau à d'autres forums officiels, comme ceux de la Commission Economique pour l'Afrique (CEA) et des bailleurs de fonds à Addis Abeba en septembre, ainsi qu'à la réunion consacrée aux programmes spéciaux d'ajustement des bailleurs de fonds bilatéraux, à Ottawa en octobre. Plusieurs membres ont assisté à la mobilisation qui a eu lieu en octobre 1995 à Washington dans le cadre de la campagne "50 ans, c'est assez", où elles ont pu nouer des contacts avec d'autres groupes engagés dans des combats similaires à travers le monde.

## BEIJING, LA BANQUE MONDIALE ET LES AFRICAINES

A la Conférence de Beijing, le Caucus pour la justice économique des ONG a insisté sur l'ouverture de discussions entre les groupes de femmes et la Banque mondiale consacrées à l'impact négatif des mesures d'ajustement sur l'égalité des sexes. Lors de ce dialogue, le caucus a préconisé plus de participation de leurs associations à la définition de tous les volets de mesures de la Banque, une prise en compte plus nette de leurs vues sur la répartition des ressources et un engagement envers la justice économique et l'égalité des sexes et des races à travers le monde. Si le caucus est le porte-parole de toute femme, il faut tenir compte des positions des ONG d'Africaines pour formuler des ripostes spécifiques aux régions intégrant les antécédents historiques, politiques et économiques de la crise actuelle.

La Banque mondiale s'est bien engagée à répondre aux demandes du Caucus pour mieux associer les femmes à sa politique économique sans modifier ses hypothèses, modèles ou orientations. En augmentant les crédits destinés aux organisations de femmes et à leurs projets, la Banque évacue la question de son rôle dans les cycles de pauvreté, marginalisation et dépendance dont souffrent la majorité des Africaines.

Les IFI doivent évaluer leurs programmes passés pour lancer, à l'avenir, des initiatives durables en Afrique. Au lieu de privilégier les mesures propices à la compétition sur les marchés industrialisés, elles doivent veiller à ce que idées, mesures et programmes soient évalués et acceptés par les plus démunis. La dette envers l'étranger grevant lourdement les économies africaines, les programmes de prêt doivent peser les implications du cycle de la dette, et, la plupart de ces créances appartenant à des institutions bilatérales et à des Etats, et non à des banques privées, il faut faire de l'annulation de cette dette une priorité. Il faut remplacer un ajustement structurel imposé unilatéralement et hostile aux intérêts de la société locale par une politique d'ajustement réciproque qui tienne mieux compte des écarts de richesse entre pays industrialisés et en développement. Avant tout, la politique économique doit ne pas fragiliser les nations africaines et considérer la société civile comme un partenaire de travail dans les négociations de réforme économique.

*Tiré de: "Implications de la politique des IFI sur les femmes de l'Afrique subsaharienne et alternative proposée par leurs ONG" de Yassine Fall, AAWARD.*

### **Donner à AWEAPON une assise solide**

Comme prévu à la réunion constitutive du réseau, 13 membres d'AWEAPON se sont retrouvées en mars 1996 pour cinq jours de préparation organisés par le Conseil des Eglises du Zimbabwe en vue de faire le point sur les progrès d'AWEAPON, tracer la voie de son avenir et préparer une demande de subvention qui couvrirait les dépenses de fonctionnement du réseau. Au vu de leurs expériences des 18 mois précédents, tous les membres présents ont catégoriquement réaffirmé la nécessité et l'importance d'AWEAPON.

Les déléguées ont évalué les buts et objectifs d'AWEAPON définis à Dakar ainsi que sa structure et son efficacité, cautionnant à nouveau les travaux effectués à cette occasion. Structures et objectifs furent repensés en fonction des nouvelles réalités. Les participantes ont aussi esquissé les grandes lignes d'un plan et d'un budget triennal et nommé Helen Wangusa du Bureau des Femmes de l'Eglise d'Ouganda au poste de coordinateur provisoire, dans l'attente de devenir le directeur à plein temps et salarié d'AWEAPON, dès que des crédits seront disponibles.

## ***Buts et objectifs***

Le réseau a pour mission de créer un forum afin d'analyser, de discuter et de disséminer des informations sur les mesures économiques en place, notamment sur les PAS et la manière dont elles affectent les femmes en Afrique. En outre, le réseau cherche à renforcer les capacités de mobilisation et de militantisme des femmes, surtout des femmes à la base, pour leur permettre d'influer sur la politique économique à tous les niveaux. Pour être plus précis, les objectifs du réseau sont les suivants:

- établir un forum qui permettra aux groupes s'occupant de questions économiques de nouer des liens entre eux et de travailler pour mettre en oeuvre les expériences vécues à l'échelle locale, nationale et internationale ;
- renforcer la capacité des membres et de leurs partenaires à l'échelle locale à étudier, analyser de manière critique et élaborer des solutions de rechange aux politiques économiques actuelles par voie de recherche, de formation, d'enseignement aux adultes et de mise en commun de l'information,
- renforcer la capacité des femmes à influencer sur l'élaboration de la politique à l'échelle nationale et internationale en étoffant leurs aptitudes à se mobiliser et à militer pour que leurs besoins et préoccupations acquièrent un poids central dans les cercles de décisions des institutions concernées.

## ***Structure***

Le réseau sera dirigé par un comité directeur qui sera composé de plusieurs commissions spécialisées dans des activités comme la gestion et les appels de fonds. Comme il avait été provisoirement établi en novembre 1994, le réseau aura un secrétariat principal de coordination et quatre coordinatrices pour les pôles anglophone, francophone, arabophone et lusophone. Le comité directeur se composera:

- de la coordinatrice du réseau,
- des quatre coordinatrices de pôle,
- d'un membre supplémentaire par région et par groupe linguistique,
- de deux hommes actifs sur les questions d'égalité des sexes et, ou de politique économique.

Le comité directeur définira les grandes orientations d'AWEPON, mettra en relief les questions importantes et arrêtera les moyens pour ce faire. Il sera aussi chargé d'évaluer les travaux du coordinateur de réseau et s'occupera des questions juridiques et de comptabilité. Les coordinateurs de pôles seront élus pour quatre ans, tandis que les autres membres du comité directeur serviront pour trois ans.

Le comité de gestion se composera de cinq membres et supervisera les travaux du secrétariat ainsi que les autres activités entreprises par AWEPON. Il se chargera des cas d'urgence et veillera à ce que les membres respectent les termes de leur charge. La coordinatrice sera la secrétaire de ce comité et nommée pour trois ans.

Le comité des appels de fonds comprendra trois membres, la coordinatrice du réseau servant en qualité de membre ex-officio. Ce comité se chargera d'identifier les bailleurs de fonds, en approuvant la stratégie à employer et en entretenant directement les contacts avec eux, lorsqu'il le faut.

La coordinatrice du réseau veillera à la mise en oeuvre du plan d'action d'AWEPON. Elle fera rapport au comité directeur, veillera à ce qu'AWEPON soit représenté aux réunions internationales et facilitera l'établissement de contacts. Elle assurera aussi la coordination avec les pôles, organisera des réunions du comité directeur à intervalles réguliers, des cours de formation et diffusera les résultats de ces activités, les enseignements tirés et des documents.

Par leurs contacts avec les associations, les coordinatrices de pôle développeront le réseau à l'échelon sous-régional, elles réuniront les données disponibles sur les mesures macroéconomiques mises en oeuvre dans les sous-régions et formuleront des stratégies avec les groupes nationaux pour suivre la situation politique et économique de chaque pays. Elles faciliteront aussi l'établissement de contacts dans chaque pays de la sous-région en identifiant les associations nouvelles et en renforçant les liens avec les membres actuels. Elles informeront le siège par voie de rapports trimestriels.

### ***Parrainage financier***

Le réseau envisagera de constituer le réseau en qualité d'ONG au cours de sa première année de fonctionnement. En attendant, AWEPON a engagé des négociations avec *Third World Network* et d'autres organisations en vue d'un parrainage financier.

### ***Conditions d'adhésion***

Pourront devenir membres du réseau:

- les personnes et les groupes de la société civile -- notamment les associations d'étudiants, les syndicats, les organisations s'intéressant aux affaires publiques et les groupes liés aux églises -- dont l'action est orientée vers les femmes de la base, qui sont liées à elles et travaillent sur le thème des femmes et de la politique économique;
- les réseaux régionaux, comme *Third World Network*, ENDA, WILDAF and DAWN, qui travaillent sur le thème des femmes et la politique économique ;
- les femmes de la diaspora, qui deviendront des membres associés si elles participent ou s'intéressent de près aux travaux d'AWEPON;
- tant les hommes que les femmes qui appuient les buts et les objectifs d'AWEPON, avec le souci de représenter toutes les régions d'Afrique.

Deux catégories d'adhésion sont prévues: une pour les particuliers, les organisations et les réseaux qui participent activement aux tâches d'AWEPON et l'autre pour ceux qui veulent seulement recevoir des informations. Les conditions d'adhésion au réseau seront double: régler ses cotisations et soutenir les objectifs d'AWEPON. Les cotisations seront établies comme suit: \$US50 l'an pour les petites organisations locales; \$US100 l'an pour les ONG nationales et \$US200 pour les ONG et réseaux nationaux. Les amis et partisans d'AWEPON dans le monde seront sollicités en vue de dons.

### ***Appel de fonds***

AWEPON élaborera une stratégie d'appel de fonds. Le réseau identifiera également des bailleurs de fonds potentiels auxquels présenter des demandes de subvention. D'autres sources possibles de revenus seront les contributions des membres et des dons provenant de fondations et de particuliers.

### ***Modalités d'établissement du réseau***

Le réseau se développera par liens horizontaux entre divers points. La communication sera facilitée par le biais de la presse, des médias électroniques, des formes traditionnelles de contact (médias populaires) et des programmes d'action conjoints. Les résultats de recherche seront mis en commun, les études pouvant déboucher sur une action et les documents seront préparés de concert.

### ***Compte rendus publics***

Le rapport final de toute réunion ou activité d'AWEPON sera largement diffusé. Une brochure et une lettre de couverture de la coordinatrice, ainsi que ces rapports, seront envoyés à tous les participants à la réunion, aux décideurs, aux groupes et particuliers membres, aux adhérents associés et à toute autre partie intéressée qui sera identifiée. AWEPON préparera un bulletin et d'autres publications, aux fins de vente.

### ***Suivi et évaluation***

Les rapports seront présentés aux bailleurs de fonds, si besoin est. En outre, le comité directeur fera effectuer une évaluation par un tiers à mi-mandat et les bailleurs de fonds et responsables de mise en oeuvre procéderont à une évaluation finale de chaque programme, activité ou exercice budgétaire.

### **Travaux futurs d'AWEPON**

Les déléguées ont établi un plan d'action triennal pour riposter aux priorités exprimées par les femmes à toutes les réunions consacrées à la politique économique jusqu'à ce jour.

La première est la nécessité d'apprendre les ***rudiments d'économie*** aux groupes de personnes avec lesquels travaillent les membres d'AWEPON et aux adhérents du réseau proprement dits. Un programme en trois phases a été préparé:

- les membres recueilleront des informations sur les rudiments d'économie, les analyseront et, compte tenu de leur expérience et de l'analyse d'autres plans pédagogiques, prépareront un projet de cours destiné aux Africaines,
- Notre coordinatrice collaborera avec Development GAP, la coalition interéglises sur l'Afrique, le réseau des Etats-Unis "50 ans, c'est assez", le Conseil panafricain des Eglises et un éventail d'autres groupes implantés aux Etats-Unis, au Canada, à Haïti et en Amérique latine pour organiser un atelier international. Ces groupes se réuniront de 7 à 10 jours pour des échanges de méthodologie, d'idées et compiler les documents et techniques pédagogiques essentiels propices à l'acquisition des rudiments d'économie par le plus grand nombre et dans tout un éventail de cadres. Cette réunion est prévue pour fin 96. Les membres d'AWEPON passeront deux jours de plus à préparer une stratégie d'information en Afrique pour que tous les groupes intéressés de par le continent aient accès à ces supports pédagogiques.
- La phase trois du programme de rudiments d'économie prévoit le choix d'une méthode qui permettra de former les formateurs à ces supports pédagogiques.



La deuxième priorité du réseau est de ***donner aux femmes la capacité de mener des recherches axées sur l'action et d'analyser des mesures, comme moyen essentiel de préparer une alternative viable aux PAS***. Pour rehausser l'aptitude des femmes à jouer un rôle clé dans les cercles de décision, AWEPON les aidera à formuler les questions économiques auxquelles elles veulent une réponse puis s'appuiera sur les recherches axées sur l'action pour obtenir des réponses.

Pour commencer, les membres d'AWEPON analyseront et compareront trois documents portant sur des solutions de rechange: le plan de DAWN présenté à Beijing ; l'alternative africaine aux PAS élaborée par la Commission économique pour l'Afrique et des options émanant d'Amérique latine et résumées dans l'ouvrage de *Development GAP* intitulé Forum sur les solutions de rechange démocratiques à l'ajustement structurel dans les Amériques. Ces textes seront analysés sous l'angle de la place faite aux femmes, des questions qui les intéressent et des mécanismes propices à leur participation.

Dans le cadre de cette initiative, AWEPON s'appuiera sur des réseaux tels que DAWN, AAWARD et Third World Network, qui ont de longs antécédents en matière de recherche et d'analyse. Toutefois, l'objectif des travaux d'AWEPON sera spécifiquement de préparer des outils pédagogiques dont les femmes de la base pourront se servir pour faire l'analyse critique des mesures qui les touchent dans leur vie quotidienne.

Une troisième priorité est ***la défense de notre cause et la vulgarisation***, qui inclut un volet médias. Pour commencer, les coordinatrices régionales seront formées, par des groupes membres si besoin est, sur les techniques à employer avec les médias pour "faire connaître leur point de vue." De plus, les membres d'AWEPON (et les collègues) discuteront des stratégies qu'ils emploient respectivement pour s'opposer aux mesures des pouvoirs locaux, nationaux et des institutions internationales ainsi que pour associer un public plus large aux débats à ce sujet.

Pour tenir les membres et les collègues au courant des progrès du réseau ainsi que des questions d'actualité en rapport avec les femmes et la politique économique et explorer les possibilités de travaux conjoints, AWEPON publiera un bulletin concis tous les trimestres en français, portugais et anglais.

Les trois années de travaux entrepris par les membres d'AWEPON aboutiront à la formulation de propositions et de recommandations de rechange en matière de politique économique et à la présentation de ces options aux pouvoirs compétents de chaque pays et des IFI. Un rapport à ce sujet sera largement diffusé à travers l'Afrique et à l'étranger.

## NOTES

1. Oxfam (U.K. & Ireland), "Embracing the Future, Avoiding the Challenge of World Poverty: Oxfam's Response to the World Bank's 'Vision' for the Bretton Woods System," ["Embrasser l'avenir, en évitant le défi de la pauvreté planétaire : Riposte d'Oxfam au "projet" de la Banque mondiale concernant le système de Bretton Woods"]. Juillet 1994.
2. Samboma, Julian, "Africa - Development: Debt Burden Growing at "Alarming Rate", [Développement - Afrique: Fardeau de la dette qui s'alourdit à un "rythme alarmant"] Inter-Press Service, 10 avril 1994.
3. Ly, Sophie, "Impact of the World Bank Macro-economic Policy on Senegal: Difficulties and Community-based Solutions in the Kaolack Region," [Impact de la politique macroéconomique de la Banque mondiale au Sénégal: Difficultés et solutions émanant de la collectivité dans la région de Kaolack"], étude de cas APROFES/Oxfam America, (non publié) 1995.
4. Uku, Richard, "Mixed Results from CFA Devaluation," ["Résultats mitigés de la dévaluation du franc CFA"] Africa Recovery, juin 1995.
5. Ly, 1995.
6. Clark, Gracia and Takyiwaa Manuh, "Women Traders in Ghana and the Structural Adjustment Program," ["Les marchandes du Ghana et le programme d'ajustement structurel"] Structural Adjustment and African Women Farmers, Ed. Christina H. Gladwin, University of Florida Press, 1991.
7. Bangura, Yusuf, "Economic Restructuring, Coping Strategies and Social Change: Implications for Institutional Development in Africa," ["Restructuration économique, stratégies de riposte et changement social: Implications pour le développement des institutions en Afrique"] document de séance, "New Directions in Development Economics: Growth, Equity and Sustainable Development," ["Nouvelles orientations en matière d'économie du développement : Croissance, équité et développement durable"], mars 1994.
8. "Local Manufacturers in Africa Lose Out Under Liberalization," ["Les fabricants locaux en Afrique floués par la libéralisation"], Third World Economics, Numéro 117, 16-31 juillet 1995.
9. Geisler, Gisela and Karen Tranberg Hansen, "Structural Adjustment, the Rural-Urban Interface and Gender Relations in Zambia," ["Ajustement structurel, interaction entre villes et campagnes et relations entre les sexes en Zambie"] Women in the Age of Economic Transformation, Eds., Aslanbeigui, Pressman and Summerfield, Routledge Press, 1994.
10. Citations d'Oxfam (R.U. & Irlande), juillet 1994.
11. Brand, Veronica; Rodreck Mupedziswa and Perputua Gumbo, "Structural Adjustment, Women and Informal Trade in Harare," ["Ajustement structurel, femmes et travailleurs pauvres au Zimbabwe"] Structural Adjustment and the Working Poor in Zimbabwe, Ed. Peter Gibbon, Nordiska Afrikainstitutet, 1995.
12. Bangura, mars 1994.
13. Clark and Manuh, 1991.
14. Bangura, Mars 1994.
15. Jespersen, Eva, "External Shocks, Adjustment Policies and Economic and Social Performance," ["Chocs extérieurs, mesures d'ajustement et prestations économiques et sociales"] Africa's Recovery in the 1990s, Eds. Cornia, van der Hoeven and Mkandawire, St. Martin's Press (a UNICEF Study), 1992.
16. Darnton, John, "'Lost Decade' Drains Africa's Vitality," ["Une décennie perdue qui draine la vitalité de l'Afrique"], The New York Times International, 19 June 1994.

17. Bijlmakers, L.; M. Bassett and D. Sanders, "Health and Structural Adjustment in Rural and Urban Settings in Zimbabwe, Some Interim Findings," ["Santé et ajustement structurel en milieu rural et urbain au Zimbabwe, conclusions préliminaires"], Structural Adjustment and the Working Poor in Zimbabwe, Ed. Peter Gibbon, Nordiska Afrikainstitutet, 1995.
  
18. Ly, 1995.

## FEMME D'AFRIQUE

*Le jour se lève en Afrique  
La lumière perce au travers de nuages de brume  
Les oiseaux du petit matin chantent  
La nuit s'estompe par les volets  
La lumière engouffre les ténèbres.*

*Les siècles ont laissé la Femme d'Afrique en état latent,  
Sans mot dire, elle vit venir et tomber les gouvernements  
Sans mot dire, elle vit prospérité dégénérer en pauvreté  
Sans mot dire, elle vit ses nations glisser vers la décrépitude.*

*L'espoir existe-t-il pour la Femme d'Afrique ?  
Le siècle à venir la verra-t-elle dormir ?  
Le soleil et la lune vont-ils ralentir pour qu'elle bouge ?  
Le flux et reflux des marées cesser pour qu'elle se secoue ?  
Les mangiers ne plus fleurir pour qu'elle redresse la tête ?*

*La Femme d'Afrique sort de sa torpeur,  
Et prend la mesure du vide alentour  
La forêt est vide  
Perroquets, serpents, singes petits et grands ont disparu  
Les arbres à lait géants dont ses bébés têtaient les fruits ont disparu  
Les enfants, son seul espoir, périssent sous les fragments des grenades en ville  
Quand d'autres vont en guerre  
Disparus, disparus, pour ne jamais plus revenir (ouh, ouh, elle pleure)*

*Mères d'Afrique, levez-vous  
Extirpez-vous de vous-mêmes pour parler haut et fort  
Versez des pleurs pour votre continent qui saigne  
Versez des pleurs pour vos nations en décrépitude  
La mort étreint vos collectivités  
L'ajustement structurel monstrueux ne sera d'aucune aide*

*Le gong est en train de sonner  
Sortez et faites un pas résolu en avant  
Donner des ordres à vos collectivités  
N'ayez crainte, vous n'êtes pas seule,  
Car nul ne peut empêcher un fleuve d'aller jusqu'à la mer.*

De Grace Eneme

## ANNEXE I: Membres d'AWEPON

Conseil National des Eglises du Burundi  
BP 17 Bujambura

### **BURUNDI**

Tél: 257-22-224-216  
Fax: 257-22-228-066

Marilyn DOUALA-BELL  
Doual' Art  
BP 650 Douala

### **CAMEROUN**

Tél: 237-433-259  
Fax: 237-430-394

Grace ENEME  
FEMEC  
BP 491 Yaounde

### **CAMEROUN**

Tél: 237-317-235

Patience E. DICKSON  
Christian Council of Ghana  
PO Box 919  
Accra

### **GHANA**

Tél: 233-21-776-678  
Fax: 233-21-776-725

Rose MENSAH-KUTIN  
Sarah OCRAN  
Edzodzinam TSIKATA  
Third World Network  
PO Box 8604  
Accra

### **GHANA**

Tél: 233-21-224-069  
Fax: 233-21-231-687

Isabel Maria GARCIA DE ALMEIDA  
ALTERNAG  
BP 343

### **GUINEE-BISSAU**

Tél/Fax: 245-201-885

Susie K. IBUTU  
Julia MULAHA  
National Council of Churches of Kenya  
PO Box 45009  
Nairobi

### **KENYA**

Tél: 254-2-338-211  
Fax: 254-2-226-344

Alice M. ABOK  
YWCA

Box 40710  
Nairobi

### **KENYA**

Tél: 254-2-724-789  
Fax: 254-2-710-519

Maria KEITA  
Marie SAMAKE  
Diarra Honorine COULIBALY  
Institut pour l'éducation du peuple  
B.P. 42a Kati

### **MALI**

Tél/Fax: 223-272-166

F. Zahra TAMOUH  
Union de l'Action Féminine  
425 Avenue Hassan, II Apt.13  
Rabat

### **MAROC**

Tél: 212-7-727-222  
Fax: 212-7-738-259

Kechi Florence OKPARA  
Development Education Center  
31 Nguo Street  
Enuju

### **NIGERIA**

Binta SARR  
Aminata SARR  
APROFES  
BP 12, Kaolack

### **SENEGAL**

Tél/Fax: 221-413-195

Safietou DIOP  
COFDEF  
BP 3098, Thies

### **SENEGAL**

Tél: 221-513-644  
Fax: 221-512-472

Rama NIANG  
Yewwu-Yewwi  
BP 7200  
Dakar

### **SENEGAL**

Tél: 221-220-208  
Fax: 221-220-228

Rabia ABDELKRIM  
ENDA  
11 bis Rue d'Amérique  
2070 12 La Marsa

### **TUNISIE**

Tél/Fax: 216-743-003

Hellen G. WANGUSA  
Church of Uganda  
Women's Department  
PO Box 14123

### **Kampala**

### **UGANDA**

Tél: 256-41-270-218/9  
Fax: 256-41-250-922

Belisha TANYONGANA

Deprese MUCHENA  
Busi NHLIZIYO  
Zimbabwe Council of Churches  
PO Box H 133 Hatfield  
Harare

### **ZIMBABWE**

Tél: 263-4-572-122  
Fax: 263-4-573-073

### *Membres d'autres pays*

Kole SHETTIMA  
ICCAF  
6 Assisniboine #603  
Toronto, Ontario M3J 1L3

### **CANADA**

Tél: 1-416-739-1876  
Fax: 1-416-922-9554

Omega BULA  
Southern Africa Division of World  
Outreach

United Church of Canada  
3250 Bloor Street, NW  
Etobicoke, ON M8X 2Y4

### **CANADA**

Tél: 1-416-231-7680  
Fax: 1-416-231-3103

Mark RAND  
Oxfam America  
BP 7200  
Dakar

### **SENEGAL**

Tél: 221-220-208  
Fax: 221-220-228

Emira WOODS  
Oxfam America

26 West Street

Boston, MA 02111  
**USA**  
Tél: 1-617-728-2475  
Fax: 1-617-728-2594

Lisa A. McGOWAN  
Doug HELLINGER  
The Development GAP  
927 15th St. NW -  
4th Floor  
Washington, D.C. 20005  
**USA**  
Tél: 1- 202-898-1566  
Fax: 1-202-898-1612

## **ANNEXE II: PROFILS CHOISIS DE MEMBRES D'AWEPON**

### **Ghana: Centre pour le développement social intégré (ISODEC)**

L'ISODEC a été fondé vers 1985 pour trouver les moyens de satisfaire les besoins fondamentaux des collectivités démunies en milieu rural et urbain, en s'intéressant particulièrement aux questions d'égalité des sexes. ISODEC continue d'oeuvrer directement au sein de la collectivité mais il a élargi ses fonctions pour inclure la recherche, l'élaboration de mesures et le militantisme. Ce faisant, il a créé une division de recherche et de mobilisation orientée vers les femmes avec le secrétariat régional de Third World Network (TWN). A l'heure actuelle, cette division contribue à formuler la riposte de TWN au dernier rapport de la Banque mondiale sur les PAS et appuie les préparatifs de la quatrième conférence internationale sur les femmes à Beijing ainsi que ceux du sommet social à Copenhague.

### **Kenya: Programme destiné aux femmes du Conseil national des Eglises du Kenya (NCKK)**

Ce programme a pour but de sensibiliser l'opinion publique sur les réalisations, les luttes, les espoirs et les préoccupations des femmes. Par sa volonté de remettre en cause la communauté religieuse et le public et les amener à soutenir les préoccupations des femmes, ce programme est devenu un vecteur de premier plan pour défendre leurs droits humains, sociaux et économiques. Au nombre des activités entreprises, citons : des ateliers et des séminaires sur les rudiments d'économie, la santé, la sécurité alimentaire, la survie des enfants, la violence à l'encontre des femmes et les tâches de sensibilisation sur l'égalité des sexes; le développement des capacités de direction; les visites d'étude et d'échange; le renforcement des groupes régionaux de femmes et l'élaboration de documents pédagogiques liés aux questions qui les affectent.

Ce programme met un accent particulier sur l'acquisition des rudiments d'économie par les femmes, à l'aide d'une méthode pédagogique fondée sur la participation. Des ateliers ont été organisés à travers le pays pour permettre aux femmes de comprendre comment fonctionnent le FMI et la Banque mondiale, comment les programmes d'ajustement de ces institutions affectent leurs vies et comment elles peuvent pousser les responsables de leurs églises et les décideurs à préconiser des activités durables et favorables aux pauvres.

De plus, les agents de ce programme ont été actifs pour faire entendre leur message à Washington. Le directeur a participé à la réunion des Africaines consacrée à la politique économique organisée en octobre 1993 à Washington et a travaillé de près avec Development GAP sur les questions d'égalité des sexes en Afrique. Lors de son passage à Washington, le directeur a également rencontré des parlementaires du Congrès et des journalistes pour discuter de l'impact des PAS sur les Africaines.

### **Kenya: Association chrétienne des Jeunes Femmes du Kenya (YWCA)**

Fondée en 1912, la mission de YWCA est de rassembler des femmes de groupes ethniques, de confessions et de milieux sociaux divers pour combattre l'ignorance et la pauvreté. La YWCA collabore étroitement avec l'Etat kenyan et plusieurs organismes pour promouvoir des programmes destinés à améliorer le sort des femmes. Par le biais de programmes de formation nationaux pour développer les capacités de direction, de défense d'une cause et d'éducation civique, la YWCA réfléchit aux obstacles qui freinent l'avancement des femmes. Affiliée à la NCKK, la YWCA compte plus de 10.000 membres au Kenya et cultive un vaste réseau de contacts à l'échelle locale, régionale et internationale.

### **Mali: Institut de l'Education du peuple**

Cet institut regroupe des pédagogues qui se sont engagés à effectuer des recherches en collaboration et à user de méthodes pédagogiques qui renforcent les initiatives menées par la collectivité en faveur du changement. Il soutient les agents de terrain, les formateurs et les éducateurs à la base dans les efforts menés pour aider les collectivités à s'informer, à s'éduquer et se sensibiliser sur les questions de développement qui les touchent, y compris l'ajustement structurel et leur permet ainsi de diriger et de contrôler leur propre développement. Aujourd'hui, l'institut met au point un programme pédagogique rédigé en langues nationales qui est fondé sur les méthodes pédagogiques de participation, compte tenu de documents élaborés par ceux qui apprennent. L'institut mène à titre continu des tâches d'éducation auprès de la collectivité et du peuple ainsi que des recherches sur les rudiments d'économie et les campagnes d'éducation publique.

### **Nigéria: Centre d'éducation sur le développement (DEC)**

Le DEC organise des programmes sur la santé, l'éducation, la nourriture et le logement pour compenser ceux qui furent éliminés en raison des PAS. Dans le cadre d'un de leurs projets, des ingénieurs mettent au point des outils et des méthodes pour accroître les rendements agricoles. Au titre d'un autre programme axé sur l'autonomie, les femmes se sont organisées pour fabriquer des savons de toilette et des crèmes. Le DEC offre des cours de rudiments économiques aux femmes et à leurs familles dans l'espoir qu'elles comprendront mieux ce qui se passe dans leur pays. De plus, ses agents de santé conseillent les couples en milieu rural sur le planning familial, dans le cadre d'un programme de vulgarisation.

### **Sénégal: Association pour la promotion des Femmes sénégalaises (APROFES)**

APROFES soutient les groupes et les coopératives de femmes dans toute une série de secteurs, dont les modes d'exploitation agricole durable, le planning familial, la santé de la collectivité, la protection de l'environnement et la création de revenus. Il fournit également des crédits, des cours et des technologies appropriées. APROFES collabore également avec divers groupes la base pour analyser les effets de l'ajustement (renchérissement du coût de la vie, dégradation des services sociaux, chômage et paupérisation de la population) et a fait des recherches avec des femmes de la région de Kaolack pour étudier les effets de l'ajustement. APROFES a monté une troupe de jeunes artistes qui, à l'aide de pièces de théâtre, de musique et de danses, sensibilisent les femmes de la base et leur permettent de réfléchir et d'analyser les problèmes auxquels elles sont confrontés par suite de l'ajustement structurel.

### **Sénégal: Collectif des Femmes pour la défense de la famille (COFDEF)**

COFDEF apporte sa pierre à la transformation positive de la société au Sénégal en protégeant les droits des femmes en tant qu'individus et coresponsables de la famille. Formé en 1993 en réaction à un autre train de mesures d'austérité imposé au peuple sénégalais, le Collectif échange des informations au sujet des effets que les mesures d'ajustement ont sur les femmes et les familles et offre un forum autour duquel les femmes peuvent influencer sur la politique macroéconomique nationale. La recherche de solutions de rechange viables aux programmes d'ajustement structurel est de toute première importance pour le COFDEF. En mars 1994, COFDEF a collaboré avec des groupes affiliés de la région de Thies pour créer un forum de discussion sur les questions de développement, y compris l'ajustement structurel.

### **Ouganda: Bureau des Femmes de l'Eglise d'Ouganda**

Depuis 1989, ce bureau cherche à sensibiliser l'opinion publique au sujet des effets des PAS sur les femmes et la famille. De plus, il vise à explorer les solutions de rechange propres à permettre la survie économique tout en établissant un réseau national et international qui facilitera les visites et les programmes d'échange. A ces fins, le Bureau des femmes de l'Eglise d'Ouganda a accueilli des groupes de croyants du Canada et du Kenya; appuyé les efforts de recherche et de documentation portant sur les femmes et les PAS en Ouganda, au Ghana et en Zambie; organisé le premier atelier sur les rudiments d'économie et participé au séminaire organisé par le réseau des Ougandaises sur les programmes d'ajustement structurel en juin 1994.

### **Zimbabwe: Centre et réseau d'information des Femmes du Zimbabwe (ZWRCN)**

Ce centre d'information a été établi en 1990 pour améliorer la position des Femmes du Zimbabwe en recueillant et en diffusant des documents sur les femmes et le développement. Le centre collecte des renseignements auprès d'ONG locales et internationales, des pouvoirs publics et des institutions internationales, les remanie et traduit ces informations afin que les femmes de la base, les décideurs et les chercheurs puissent les utiliser. Le centre facilite également la tenue de débats et offre une tribune pour discuter de questions d'actualité concernant les femmes et le développement au Zimbabwe avec les décideurs et les bénéficiaires de programmes. Il assure aussi des cours sur la question de l'égalité des sexes à l'intention des associations locales.

### **Zimbabwe: Bureau des Femmes du Conseil des Eglises du Zimbabwe**

Le bureau organise des ateliers de formation sur les rudiments d'économie afin de permettre aux femmes de mieux comprendre ce sujet et de leur donner l'assurance de discuter et d'apprendre à d'autres les effets des programmes d'ajustement structurel. Ce bureau est en train d'élaborer un manuel pédagogique fondé sur des méthodes de participation qui permettra aux femmes non instruites d'appréhender des questions d'économie internationale au travers de ce qu'elles savent de l'économie familiale et locale. Le but de ce programme est de donner aux femmes les moyens de protéger leur collectivité de l'exploitation économique et d'augmenter leur influence dans les cercles de décision. Le bureau des femmes forme également les femmes de la base aux techniques de conservation des aliments et de stockage des céréales. Ces tâches sont menées sous forme d'activités commerciales pour aider ces femmes qui sont en quête de revenus.